



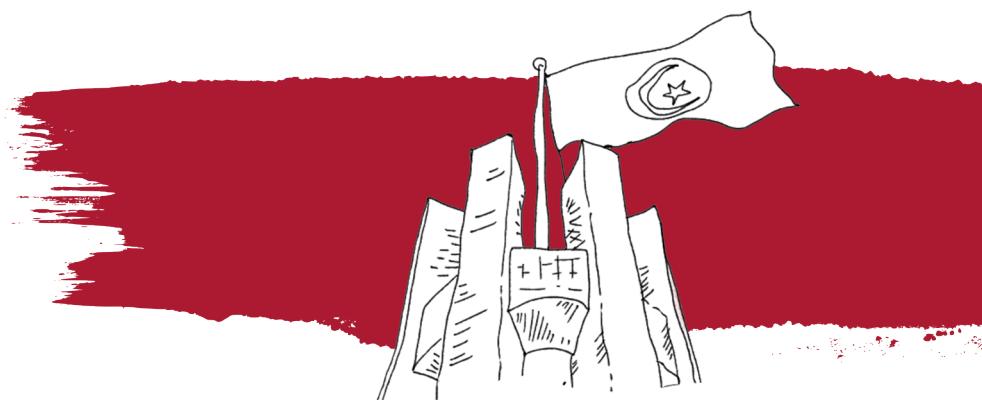
Rapport Alternatif
de la Société Civile Tunisienne :

**« LES DROITS ET LIBERTÉS
DES CATÉGORIES
VULNÉRABLES EN PÉRIODE
DE CRISES SANITAIRE
ET POLITIQUE »**

Août 2022



Contexte Général



a

En pleine crise sanitaire causée par la COVID-19, l'atmosphère socio-économique tunisien a connu un déclin marqué où le sentiment général de stabilité et de sécurité a décliné. L'État Tunisien n'était pas équipé au niveau de la gouvernance et des institutions pour faire face aux effets de la pandémie sur le peuple tunisien. Au cours de la première vague, et à la suite de l'imposition d'un confinement total, beaucoup ont perdu leurs sources de revenus, les groupes vulnérables ont été exclus de toutes les mesures sanitaires, et aucune feuille de route claire n'a été présentée pour faire face à la COVID-19. Cette situation s'est poursuivie jusqu'à la deuxième vague, où le nombre des cas de COVID-19 a grimpé en flèche, atteignant un sommet historique de 7900 cas en juillet 2021. Les établissements médicaux publics manquaient de ressources humaines, de financement et d'équipement pour faire face à une telle crise, les témoignages des personnes infectées rejetées par les hôpitaux circulaient, et beaucoup se sont retrouvés à chercher refuge dans des établissements de santé privé. Cette situation a aliéné ceux qui n'avaient pas les moyens de se payer des soins de santé privé et a renforcé l'écart entre les économiquement privilégiés et les défavorisés. Pendant ce temps, le gouvernement a mis en place une pension économique de 200dt (67,85\$) pour ceux dans le besoin, un montant qui ne pouvait en aucune façon couvrir les besoins de ceux qui se sont retrouvés sans emploi pendant cette crise. La pandémie, accompagnée de la crise politique qui n'a cessé de s'aggraver, a donné lieu à ce que la société civile tunisienne perçoit comme les deux années les plus difficiles de la transition démocratique que la Tunisie a traversée.

.....

b

Après la fin du délai de 30 jours, le Président de la République a émis le décret présidentiel n°109 du 24 août 2021 prolongeant les mesures exceptionnelles relatives à la suspension des activités du Parlement.

Rapidement, ce décret a été suivi par le décret présidentiel n° 117 du 22 septembre 2021 relatif aux mesures exceptionnelles qui suspend l'application de la Constitution sauf « le préambule de la Constitution, ses premier et deuxième chapitres et toutes les dispositions constitutionnelles qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent décret Présidentiel » qui continuent à être appliquées selon l'article 20 dudit décret.

Les deux décrets se basent sur l'article 80 de la Constitution, en font une lecture assez large que ce soit au niveau du « péril imminent » qui fonde l'entrée dans l'état d'exception ou au niveau des « mesures » que le Président est autorisé à prendre afin d'assurer le retour à la situation normale et la fin de cet état d'exception. En l'absence de la Cour constitutionnelle à laquelle revient, selon la Constitution, le rôle de contrôle de l'opportunité des mesures exceptionnelles, le Président reste le seul maître à bord. C'est de son unique volonté que dépend le prolongement de l'état d'exception et son interruption.

Cette période, quelle que soit sa qualification juridique ou politique, a connu un nombre de dérogations faites aux fondements de la démocratie et de l'Etat de droit. Première dérogation, la suspension de toutes les compétences de l'Assemblée des représentants du Peuple (ARP) et la levée de l'immunité des députés qui s'est accompagnée dans le décret n° 117 de la

suppression de l'Instance provisoire de contrôle de la constitutionnalité des projets de lois. Ensuite, le limogeage du chef du gouvernement qui a obtenu la confiance de l'ARP et la concentration du pouvoir exécutif entre les mains du Président. De même, les perquisitions illégales de l'Instance nationale de lutte contre la corruption, la saisie de ses documents et sa mise sous la tutelle du ministère de l'intérieur. Enfin, l'abrogation du Conseil supérieur de la magistrature et son remplacement par un Conseil supérieur provisoire dont la composition affaiblie, les compétences rétrécies et les garanties confisquées, le rendent un simple outil entre les mains du Président lui permettant d'exercer son autorité sur la justice.

L'analyse de la nature de ces « mesures » amène à dire que l'article 80 lui-même n'est plus appliqué. « On est ni dans un cadre de légitimité constitutionnelle et juridique ni même une légitimité populaire »¹.

L'agenda et le plan d'action annoncés par le Président s'étalent sur une année et conduiraient à une refonte de toutes les bases de l'Etat : le régime politique fera l'objet d'une consultation voire d'un référendum national et la Constitution pourrait être abrogée pour laisser sa place à une nouvelle norme suprême.

Cette situation, abstraction faite de sa nécessité politique défendue par certains, ne peut être que très dangereuse quant à l'exercice des droits et libertés et au fonctionnement régulier des institutions en général et aux droits et libertés des « catégories vulnérables », qui se trouvent marginalisées, « minorées » et parfois même persécutées.

Ses dernières années, une démarche liberticide pour rétrécir l'espace de la société civile s'est installée à la fois sur le plan législatif et pratique. Ainsi à titre d'exemple : le ministère de l'Intérieur a durci les mesures envers les personnels et membres des associations ; pour les nationaux l'octroi de la carte d'identité

nationale portant la fonction de salarié d'une association et pour les étrangers l'octroi des cartes de résidence.

En outre un projet de décret-loi modifiant le décret-loi n°88-2011 relatif à la liberté d'association fait l'objet de consultations ministériels en écartant totalement les composantes de la société civile au processus d'élaboration et de consultations.

Même si ledit projet maintient le régime de déclaration, ce dernier renforce l'intervention de l'administration et donne à cette dernière un pouvoir arbitraire allant du processus de création jusqu'à la dissolution.

La lecture du projet du décret atteste son caractère arbitraire qui tend à restreindre le champ d'application de la liberté d'association et à renforcer les mécanismes de contrôle pour que les organisations de la société civile ne puissent pas assurer leur vocation première à savoir, celle du contrepouvoir.



d

La situation de la protection des données personnelles est assez variable en Tunisie. Certes, on remarque une amorce de l'installation de la culture de la protection chez plusieurs intervenant-e-s.

1. Les structures publiques intègrent les normes de protection des données dans leur production normative. Mais aussi, la mise en place des systèmes d'information publics à l'image de la base Evax qui se sont réalisées dans un esprit de privacy by design avec l'accompagnement de l'Instance Nationale de protection des Données Personnelles INPDP. C'est aussi le cas dans le traitement des données et cela ressort des demandes d'autorisation que soumettent ces structures à l'instance mais aussi des demandes d'avis continuels sur différents aspects comme ceux en relation avec la protection des données et les demandes d'accès à l'information. Les structures juridictionnelles commencent aussi à réagir efficacement et positivement aux aspects de protection des données personnelles et la justice a confirmé en appel les décisions prises par l'instance dans la gestion des dossiers qui lui sont soumis.



c

1 Ferchichi (W.), Droits et libertés aux temps de l'état d'exception, p. 11.

2. Les structures privées aussi à cause de leurs relations soutenues et d'échange de données personnelles avec leurs partenaires étrangers et principalement européens se mettent de plus en plus en conformité et ils demandent à l'instance un soutien d'accompagnement dans ce processus.
3. Les médias télévisuels, radiophoniques, écrits et numériques traitent souvent de la problématique en relation avec le respect des normes de protection des données personnelles à l'occasion d'actualité dont est témoin la société tunisienne.
4. Quant aux citoyens et malgré leur addiction aux réseaux sociaux et principalement Facebook, ils sont de plus en plus conscients de leurs droits de voir leurs données préservées. Ils refusent dans leurs relations avec les personnes publiques et privées de communiquer leurs données personnelles sans s'enquérir préalablement de la finalité du traitement et des mesures prises pour les protéger. D'un autre côté la hausse du nombre de plaintes auprès de l'INPDP pour violation des normes est un bon critère de l'amorce d'une installation de la culture chez les personnes concernées.

.....

e

En Tunisie, le droit d'accès à l'information a d'abord été consacré, comme susmentionné, par le décret-loi n° 2011-41 du 26 mai 2011, relatif à l'accès aux documents administratifs des organismes publics. Son article 3 prévoyait ainsi que « Toute personne physique ou morale a le droit d'accéder aux documents administratifs (...) aussi bien par divulgation proactive que divulgation de l'intéressé, sous réserve des exceptions prévues par le présent décret-loi ».

Par la suite, le droit d'accès à l'information a été consacré en tant que droit fondamental (constitutionnel) par l'article 32 de la constitution de 2014 qui dispose que : « L'Etat garantit le droit à l'information et le droit d'accès à l'information ». La mise en œuvre de ce droit a été réalisé par la loi organique

n° 2016-22 en date du 24 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information, entrée en vigueur le 29 mars 2017.

La loi organique n° 2016-22 en date du 24 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information rappelle dans son article 1er que celui-ci doit permettre de renforcer les principes de transparence et de reddition des comptes, notamment en ce qui concerne la gestion des services publics, d'améliorer la qualité du service public et de renforcer la confiance à l'égard des organismes publics, de renforcer la participation du public à l'élaboration, au suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques, et enfin, de renforcer la recherche scientifique. Le droit d'accès à l'information recouvre également un domaine très large puisqu'il s'applique non seulement à l'administration publique, mais également à la présidence de la République, à la présidence du Gouvernement, à l'Assemblée des représentants du peuple, aux différents ministères, et même à la Banque centrale, aux organismes de droit privé chargés de gérer un service public ou bénéficiant d'un financement public et aux instances judiciaires (Conseil supérieur de la magistrature, Cour constitutionnelle, Cour des Comptes) et plus largement aux instances publiques constitutionnelles et aux instances publiques indépendantes.

Pour ce qui est de l'Organisme chargé de veiller au respect du droit d'accès à l'information publique en Tunisie, c'est l'Instance Nationale d'accès à l'Information (INAI-Tunisie) qui est chargée par la loi de cette mission. L'instance d'accès à l'information en Tunisie est une autorité publique indépendante, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créée par la loi organique n°2016-22 du 24 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information afin de garantir l'exercice de ce droit constitutionnel. En vue de cela, l'instance est dotée d'une mission juridictionnelle et de monitoring en matière d'accès à l'information, et se compose d'un conseil, dont ses 9 membres, ont été élus par l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) le 18 juillet 2017 et nommés en vertu du décret gouvernemental n°2017-918 du 17 aout 2017.

.....

Recommendations

I. Liberté d'Association

- 1 Protéger la liberté d'association conformément aux standards internationaux.
- 2 Maintenir le Décret 88 comme la principale loi réglementant des associations.
- 3 Renoncer à la révision des lois réglementant des droits et des libertés pendant une période d'exception, en l'absence de la Cour Constitutionnelle ainsi que tous autres mécanismes pour contester les lois (situation Tunisienne depuis juillet 2021) tels **le projet de loi n° 25/2015 relatif à la répression des atteintes contre les forces armées** et le Projet de loi organique n ° 2018/91 relatif à l'organisation de l'état d'urgence.

II. Protection des données personnelles

- 1 Adopter au plus vite, et à défaut du projet soumis au Parlement, **une loi révisant la loi organique de 2004** sur les aspects qui ne sont pas en conformité avec la convention 108 ou son protocole additionnel 233 (108+). Cette révision du cadre national permettra à la Tunisie de finaliser son adhésion au protocole 233.
- 2 **Inclure dans l'enseignement, mais principalement à l'université, les aspects de protection des données personnelles** et plus spécialement dans les formations dans le domaine de la santé, l'informatique, la magistrature (ISM), les avocats ou dans le cadre du cycle supérieur de l'école nationale d'administration (ENA).
- 3 Créer une formation spécialisée **en master à l'Université** pour développer les compétences nécessaires permettant d'assurer la fonction de **chargé interne de la protection (DPO)**.
- 4 Mettre à sa disposition **les moyens humains et matériels nécessaires à l'INPDP** pour assurer sa mission de contrôle et de développement de la culture de la protection.

III. Accès à l'Information

- 1 L'accélération du processus de promulgation et de publication au JORT des décrets d'application de la loi n° 2016-22. Ces textes règlementaires prévus par ladite loi revêtent désormais une importance capitale pour la survie de l'instance d'accès à l'information.
- 2 La formation continue, en matière d'accès à l'information, des chargés d'accès à l'information (CAI) nommés en cette qualité, tel que prévoit l'article 32 de la loi n° 2016-22. La mission de ces derniers revêt une importance particulière compte tenu qu'ils sont considérés comme étant des relais de l'instance auprès des structures publiques dans lesquelles ils travaillent.
- 3 Le parachèvement, sans tarder, du processus de l'élection du président de l'instance (poste vacant jusqu'à maintenant depuis début mars 2020) et le renouvellement à moitié des membres du conseil de l'instance tel que stipule l'article 45 de la loi organique n° 2016-22.
- 4 Le renforcement de l'autonomie administrative et financière de l'INAI.

Droits des femmes



a

Égalité entre les hommes et les femmes

1. Le 8 septembre 2017, la circulaire de 1973 interdisant à la femme tunisienne d'épouser un non-musulman a été abrogée.
2. Une circulaire n°8/1 du 23 janvier 2018 du ministre de l'éducation interdisant la non-mixité à l'école a été adoptée.
3. Le 11 juin 2019, la loi n°51 a été adoptée visant la protection des femmes agricultrices dans le transport.
4. Néanmoins, les inégalités persistent : l'inégalité successorale inscrite à l'article 143 du Code du Statut Personnel, l'imposition du port du tablier pour les filles dans les écoles primaires et les lycées et non aux garçons², la condition non institutionnalisée des femmes agricultrices dans les milieux ruraux et leur exposition à toutes les formes d'exploitation et d'insécurité physique et morale³ malgré l'adoption de la loi n°2019-51 du 11 juin 2019, et le retour de la non-mixité dans certaines écoles, spécialement dans les écoles religieuses⁴.

.....

b

Élimination de la violence à l'égard des femmes, en général⁵

1. Malgré l'adoption de la loi n° 58-2017 relative à l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes, des politiques publiques conséquentes peinent à être mises en place afin d'assurer l'application de cet instrument juridique. En guise d'exemple, le numéro vert (1899) a reçu 7588 appels durant l'année 2021. 2 pour cent des appelantes ont demandé un hébergement immédiat sans avoir de réponse de la part de l'Etat.
2. Par ailleurs, la Tunisie a ratifié le Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo) et a adhéré à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) . Néanmoins, l'Etat n'a rien entrepris au niveau législatif afin de mettre en application la Convention d'Istanbul.
3. Quant à la violence économique⁶, il est alarmant de savoir que la Tunisie se classe 144ème (sur 156 Etats) en ce qui concerne la participation économique et

² V. Ronan Trésorière avec AFP, « Tunisie : les lycéennes se révoltent contre la « discrimination » de l'uniforme », Le Parisien, 27 décembre 2017, Akrimi Yasmine, « Bizerte: Où en est la rébellion des lycéennes sans tablier ? », Nawaat, 24 octobre 2017.

³ Dejoui Nadia, « UTAP, Manque d'implication dans les décisions pour le transport des femmes agricultrices », L'économiste maghrébin, 3 novembre 2022.

⁴ ATFD, « Le retour de la non-mixité à l'école : la radicalisation rampante », 1 juin 2019.

⁵ Rec. N° 125.140, 125.148, 125.150, 125.158, 125.160 et 125.163 UPR 2017.

⁶ LO n° 2018-33 du 6 juin 2018.

⁷ Adhésion : 30 avril 2020.

⁸ Rec. N° 125.107, 125.137, 125.167.

⁹ WEF, GGGR, 2021, p. 375.

les opportunités accordées aux femmes. En effet, seule 28.1 pour cent de la population active féminine est en service, contre 75.5 pour cent pour les hommes⁹. Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur au cours du troisième trimestre de 2020 a atteint 40.7 pour cent pour les femmes, contre 17.6 pour cent pour les hommes¹⁰. Le taux d'occupation des hautes fonctions par les femmes est de 14.8 pour cent contre 85.2 pour cent pour les hommes¹¹. D'ailleurs, l'indice MasterCard des femmes entrepreneures a montré qu'en 2019, seules 10.9 pour cent des sociétés sont détenues par des femmes¹².

4. En relation avec les conditions de l'emploi des femmes, la Tunisie a adopté la loi n° 51 du 11 juin 2019 portant création d'une catégorie de « transport de travailleurs agricoles » visant par-là d'assurer la sécurité physique des travailleuses dans les zones rurales contre les accidents de route mortels. Cette loi peine à être appliquée.

26.3 pour cent. La présence féminine au sein des gouvernements successifs est restée faible : 6 femmes contre 24 hommes au gouvernement Fakhfakh, 8 femmes contre 28 hommes au gouvernement Mechichi, devenues 4 femmes après le remaniement¹⁵ et 10 femmes contre 16 hommes au gouvernement Bouden¹⁶.



c

Violence politique et entraves à la participation¹³

1. Même avec la nomination d'une femme (Mme Najla Bouden) à la tête du gouvernement, les avancées en matière de participation politique des femmes restent insuffisantes. La Tunisie occupe la 69ème place dans le monde à ce niveau¹⁴. Son Parlement, actuellement gelé, disposait d'une présence féminine de

10 INS, Mise à jour : 21-1-2021,
<http://www.ins.tn/statistiques/153>.

11 WEF, GGR, 2021, p. 375.

12 Il Boursa, 22-11-2019,
http://www.ilboursa.com/marches/seulement-10-9-des-chefs-d-entreprise-en-tunisie-sont-des-femmes_1975_3.

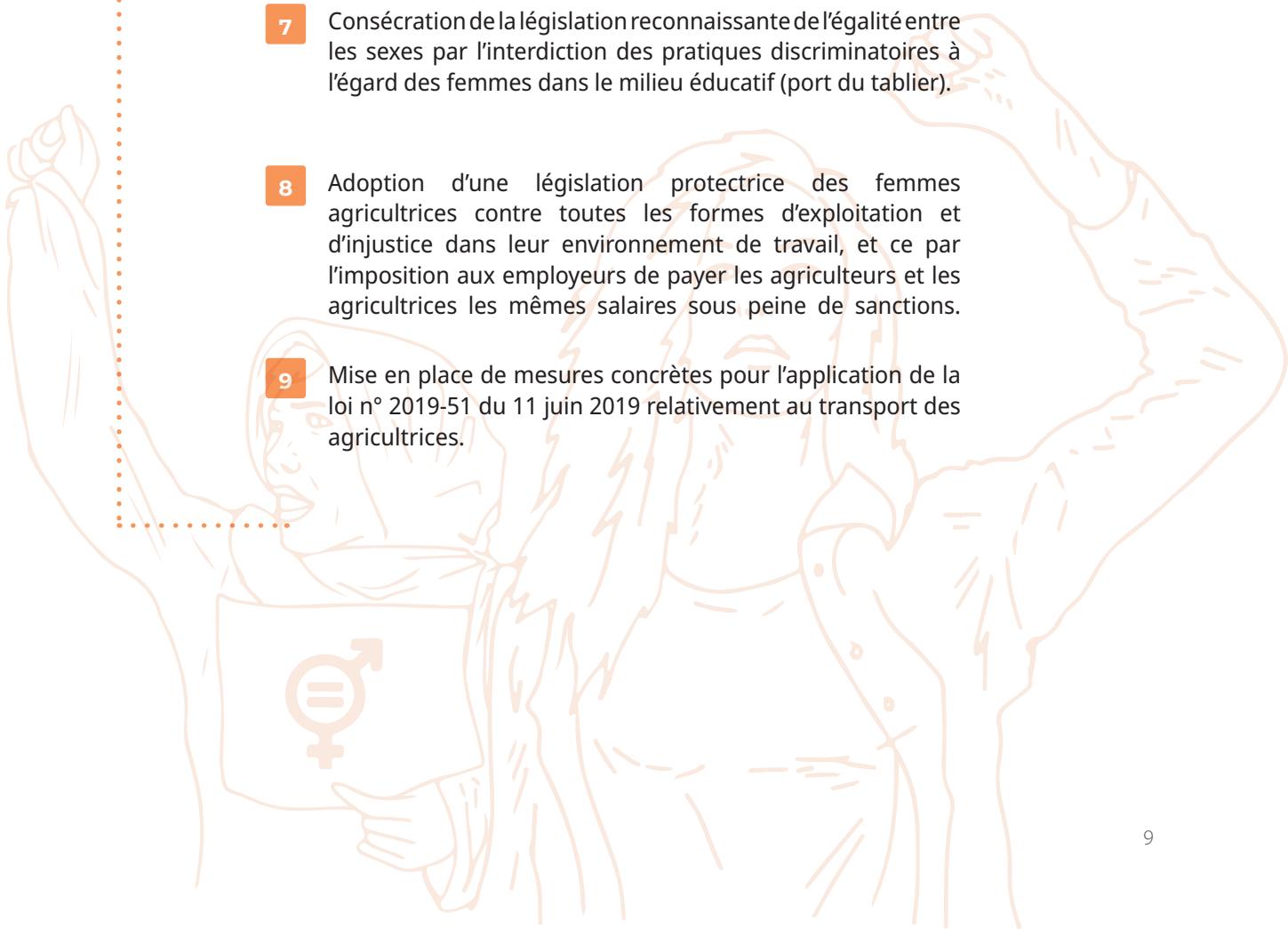
13 Rec. N° 125.172, 125.44, 125.168 et 125.170.

14 WEF, GGR, 2021, p. 375.

15 Aswat Nissa, 7 septembre 2021,
<http://www.youtube.com/watch?v=rUzPeRb7LEc>.

16 Aswat Nissa, Kais Said Gender Meter, Décembre 2021,
http://www.aswatnissa.org/wp-content/uploads/2021/12/web_Brochure_RapportComplet_21cmx25cm_Kais-Said_GenderMeter-1.pdf.

Recommendations

- 
- 1** Adoption d'une politique publique visant à construire plus de centres d'hébergement au profit des femmes victimes de violence.
 - 2** Adoption d'une loi organique portant application de la Convention d'Istanbul.
 - 3** Adoption d'une politique publique économique visant à améliorer l'environnement économique en Tunisie afin d'améliorer l'accès des femmes à l'emploi, aux hautes fonctions, renforcer leur indépendance économique et faciliter leur accès aux prêts destinés à mettre en place des projets et des entreprises.
 - 4** Soutenir la participation des femmes aux structures de l'économie sociale et solidaire.
 - 5** Adoption d'un régime électoral garantissant la parité horizontale et verticale pour assurer une présence féminine importante dans les différentes institutions élues.
 - 6** Encourager la nomination féminine à la tête des structures administratives et dans les hautes fonctions.
 - 7** Consécration de la législation reconnaissante de l'égalité entre les sexes par l'interdiction des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes dans le milieu éducatif (port du tablier).
 - 8** Adoption d'une législation protectrice des femmes agricultrices contre toutes les formes d'exploitation et d'injustice dans leur environnement de travail, et ce par l'imposition aux employeurs de payer les agriculteurs et les agricultrices les mêmes salaires sous peine de sanctions.
 - 9** Mise en place de mesures concrètes pour l'application de la loi n° 2019-51 du 11 juin 2019 relativement au transport des agricultrices.

Droit à la santé

(incluant les personnes
vivant avec le VIH)



a

Depuis 2017, les inégalités sociales et régionales d'accès à la santé se sont aggravées¹⁷. Le sous-financement des structures publiques a entraîné la dégradation de la qualité du service public de la santé. La Tunisie se place en effet dans la 91ème position (sur 156 Etats) dans le classement des Etats en matière d'accès à la santé et de survie¹⁸. Les chiffres sont alarmants : Le taux de la mortalité à la naissance est de 11.5 pour mille ; on ne compte que 28 appareils de mammographie dans toute la Tunisie en 2019¹⁹. Et cette situation a été exacerbée par la crise sanitaire due à la pandémie Covid-19.

.....

b

Le fléchissement de la performance du programme national de santé reproductive déjà remarquable depuis des années²⁰ s'est accentué par la crise du Covid-19 : Déjà en régression en 2018, les taux de l'utilisation de la contraception se sont détériorés davantage. Le nombre des bénéficiaires des méthodes de contraception a baissé de 70969 personnes

c

en 8 ans (de 439549 en 2011 à 368580 en 2019)²¹. 49.3 pour cent des femmes entre 15 et 49 ans n'utilisent aucune méthode de planification familiale²². À ceci s'ajoute la non-disponibilité de contraceptifs sûrs et performants tels que le dispositif intra utérin et les ruptures de stock des pilules oestro-progestatives, de la pilule du lendemain, des préservatifs et des produits d'avortement médicamenteux²³. Est également alarmant, le constat de la hausse du taux de refus d'avortement dans les structures publiques et privées²⁴.

.....

Les personnes vivant avec le VIH connaissent une discrimination sociale et administrative très dangereuse, notamment dans les hôpitaux. Les non-tunisiens.nes n'accèdent pas automatiquement et gratuitement au traitement et à la prise en charge dans les établissements de santé publique.

.....

17 En plus, le secteur de la santé a été placé parmi les trois premiers secteurs touchés par la petite corruption derrière les forces de l'ordre et avant les collectivités locales :

18 World Economic Forum, Global gender Gap Report, 2021, p. 375,
http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2021.pdf.

19 Ministère de la santé, Carte sanitaire 2019, avril 2021, pp. 19 et 62,
<http://www.santetunisie.rns.tn/images/statdep/Carte-sanitaire-2019-finale.pdf>.

20 V. Recommandations n° 125.120 et 125.121 UPR 2017.

21 ONFP, Actes de contraception utilisés, Mise à jour, le 16-03-2021,
<http://www.ins.tn/statistiques/124>.

22 INS, Enquêtes par grappes à Indicateurs multiples, 2018,
http://ins.tn/sites/default/files/2021-03/Family%20planning-snap-A4_0.pdf.

23 Observation des associations GTBC, ATSR et ATP+

24 Ibid.

Recommendations

I. Rendre plus équitable l'accès aux services de santé

- 1 Étendre la couverture d'assurance maladie aux 2 millions de personnes non couvertes (chômeurs, personnes âgées, jeunes et migrant-e-s) ;
- 2 Élaborer une carte sanitaire prospective permettant d'assurer des services de santé de proximité et combler le déficit en médecins spécialistes dans les hôpitaux régionaux ;
- 3 Améliorer le financement des structures sanitaires publiques en augmentant de 0.5 pour cent par an la part du budget du Ministère de la santé dans le budget de l'Etat pour atteindre 8 pour cent en 2025 et établir un calendrier de paiement des dettes de la Caisse nationale d'assurance maladie à l'égard des hôpitaux et de la Pharmacie Centrale ;
- 4 Moderniser la gestion et numériser l'ensemble des activités sanitaires en mettant en place des mécanismes de redevabilité.

II. Mettre la santé sexuelle et reproductive sur les priorités de l'agenda national

- 1 Élaborer un plan national avec des indicateurs clairs pour les soins de première ligne appuyé par des ressources budgétaires conséquentes ;
- 2 Assurer la disponibilité dans les pharmacies des structures publiques et privées de toute la gamme de contraceptifs y compris la contraception d'urgence et les préservatifs ;
- 3 Assurer la mise à disposition de l'avortement médicamenteux dans les unités/ cliniques privées de gynécologie ;
- 4 Assurer la continuité des services dans les structures de prise en charge des femmes victimes de violence et les renforcer.

III. S'occuper des personnes vivant avec le VIH

- 1 Éliminer toute forme de discrimination et de stigmatisation envers les personnes vivant avec le VIH, en droit et dans la pratique y compris au niveau des soins de santé ;
- 2 Assurer l'approvisionnement ininterrompu des antirétroviraux y compris la forme pédiatrique ;
- 3 Assurer la sécurité alimentaire des personnes vivant avec le VIH ;
- 4 Adapter la loi de 1992 relative aux maladies transmissibles à l'approche des droits humains.

Droits des personnes handicapées



a

L'engagement de la Tunisie à l'égard des personnes handicapées est resté très faible. La Tunisie ne dispose toujours pas de données fiables sur le nombre des personnes handicapées ni de statistiques sur leur répartition selon les zones géographiques ou selon la nature de leur handicap (Les données basées sur la carte d'handicap ne sont pas suffisantes puisque tous les handicapés n'ont pas nécessairement droit à la carte).

.....

b

La loi d'orientation n°2005-83 du 15 août 2005 relative à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées reste non conforme à la Constitution et aux Conventions internationales sur les droits des personnes handicapées. Elle ne consacre pas une approche de droits humains et ne prend pas clairement en considération les spécificités des enfants, des femmes et des filles handicapées.

.....

c

Le manque d'accessibilité aux endroits publics pour les personnes à handicap moteur et à l'information pour les personnes non-voyantes et sourdes reste la contrainte majeure qui s'oppose à leur « intégration complète dans la société ».

.....

d

Au cours de la crise du Covid 19, s'est fait sentir, plus qu'auparavant, le manque de mesures spécifiques pour une prise en charge et une communication qui répondent aux besoins des différents types de handicap.

.....

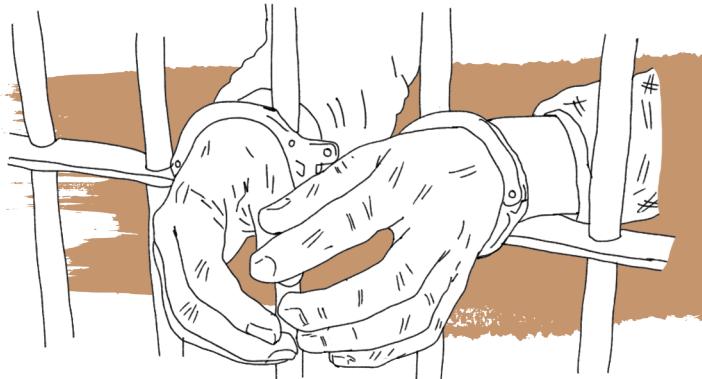
Recommendations

- 1** Adapter la loi 2005 à la Convention de 2008, et ce principalement en rectifiant la définition du handicap.
- 2** Réviser le régime juridique de la carte de handicap en vue de la rendre accessible à toutes les personnes handicapées.
- 3** Mettre en place des mécanismes pour appliquer le décret n° 1467-2006 du 30 mai 2006 sur les caractéristiques techniques permettant l'accès des personnes handicapées aux bâtiments ouverts au public.
- 4** Élaborer un plan pour les déléguées de la protection des personnes handicapées pour assurer leur protection contre les violences, le harcèlement et l'exploitation de toute sorte, ainsi que le suivi de leurs cas.



Les droits des personnes privées de liberté

et situation actuelle du MNP tunisien (L'INPT)



a

Suite à son EPU de 2017, il a été recommandé à la Tunisie de « renforcer l'indépendance du mécanisme national de prévention de la torture et d'autres formes de mauvais traitements, y compris en lui fournissant un budget distinct et adéquat » pour qu'il exerce pleinement son mandat de contrôle des conditions de détention et de la qualité du traitement des détenu-e-s dans tous les lieux de privation de liberté, comme les centres de garde à vue, les prisons, les centres de rééducation des délinquants mineurs, les centres d'hébergement ou d'observation des mineurs, les établissements psychiatriques, les centres d'hébergement des réfugiés et des demandeurs d'asile, les centres des immigrés, les centres de rétention, les zones de transit dans les aéroports et les ports, les centres de discipline et les moyens utilisés pour le transport des personnes privées de leur liberté.

c

Dans le même ordre d'idées, il convient de mentionner que les garanties fondamentales assurées par la loi n° 2016-5 ne sont pas respectées d'une manière générale et que l'interrogatoire coercitif, suite à l'arrestation d'un suspect et lors de sa garde à vue, persiste toujours comme une pratique courante dans les enquêtes policières. Par ailleurs, la violence policière croissante contre les manifestants pacifiques dans l'espace public a amené l'INPT à surveiller et à documenter les violations des droits humains lors des manifestations et à examiner de plus près les conditions de garde à vue. L'INPT effectue également des visites aux personnes assignées à résidence avec une augmentation des restrictions arbitraires des libertés par le ministère de l'Intérieur depuis que le Président de la République a décrété l'état de mesures exceptionnelles le 25 juillet 2021.

b

Bien que la Tunisie a ratifié le CAT depuis 1988, puis l'OPCAT en 2011, et a institué son MNP, premier de son genre dans la région MENA, en 2013, en vertu de la loi organique n° 2013-43, nous constatons toujours une résistance claire face au changement chez les agents de sécurité et les personnels chargés de la surveillance des détenu-e-s d'une manière générale. Nous estimons qu'une telle attitude conditionnée par une mentalité sécuritaire figée, héritée de l'époque de la tyrannie, est due à un manque de conscience des risques de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

d

Dans ce contexte, l'Instance nationale pour la prévention de la torture (INPT), le mécanisme national pour la prévention de la torture (MNP) créé en vertu du Protocole facultatif de la Convention des Nations Unies contre la torture (OPCAT), est particulièrement menacé dans son existence. En effet, le mandat de la deuxième moitié des membres de l'INPT arrive à échéance le 04 mai 2022, et le renouvellement des membres actuels est improbable en raison de la suspension du Parlement. En outre, suite au premier renouvellement à moitié de huit membres, faisant suite au tirage au sort effectué le 03 mai 2019, les membres élus par le parlement en juin 2021 n'ont pas pu prêter serment ni prendre leurs fonctions et les «anciens» membres appelés à quitter l'INPT ont simplement prolongé leur mandat de facto.

Recommendations

- 1** L'application stricte des garanties fondamentales assurées par la loi aux personnes arrêtées.
- 2** Le respect des normes et exigences relatives aux conditions de détention et aux droits des détenu-e-s.
- 3** La formation des agents de l'ordre en « sécurité dynamique et respect des droits des détenu-e-s ».
- 4** La terminaison, sans tarder, du processus de renouvellement à moitié des membres de l'INPT.
- 5** Le renforcement de l'autonomie administrative et financière de l'INPT.
- 6** L'accélération du processus de publication au JORT des décrets d'application de la loi n° 2013-43.

Les droits des réfugié-e-s, des migrant-e-s, des victimes de trafic et des demandeurs/ demandeuses d'asile



a

Suite à son EPU de 2017, la Tunisie s'est engagée à renforcer ses mécanismes de suivi, d'identification et d'assistance aux migrants vulnérables aux frontières incluant les mineurs, les demandeurs d'asile ainsi que les victimes de trafic. De surcroît, selon l'article 26 de la constitution tunisienne, le droit à l'asile politique est garanti suivant les juridictions adéquates. Ainsi il est interdit d'expulser les demandeurs d'asile politique.

.....

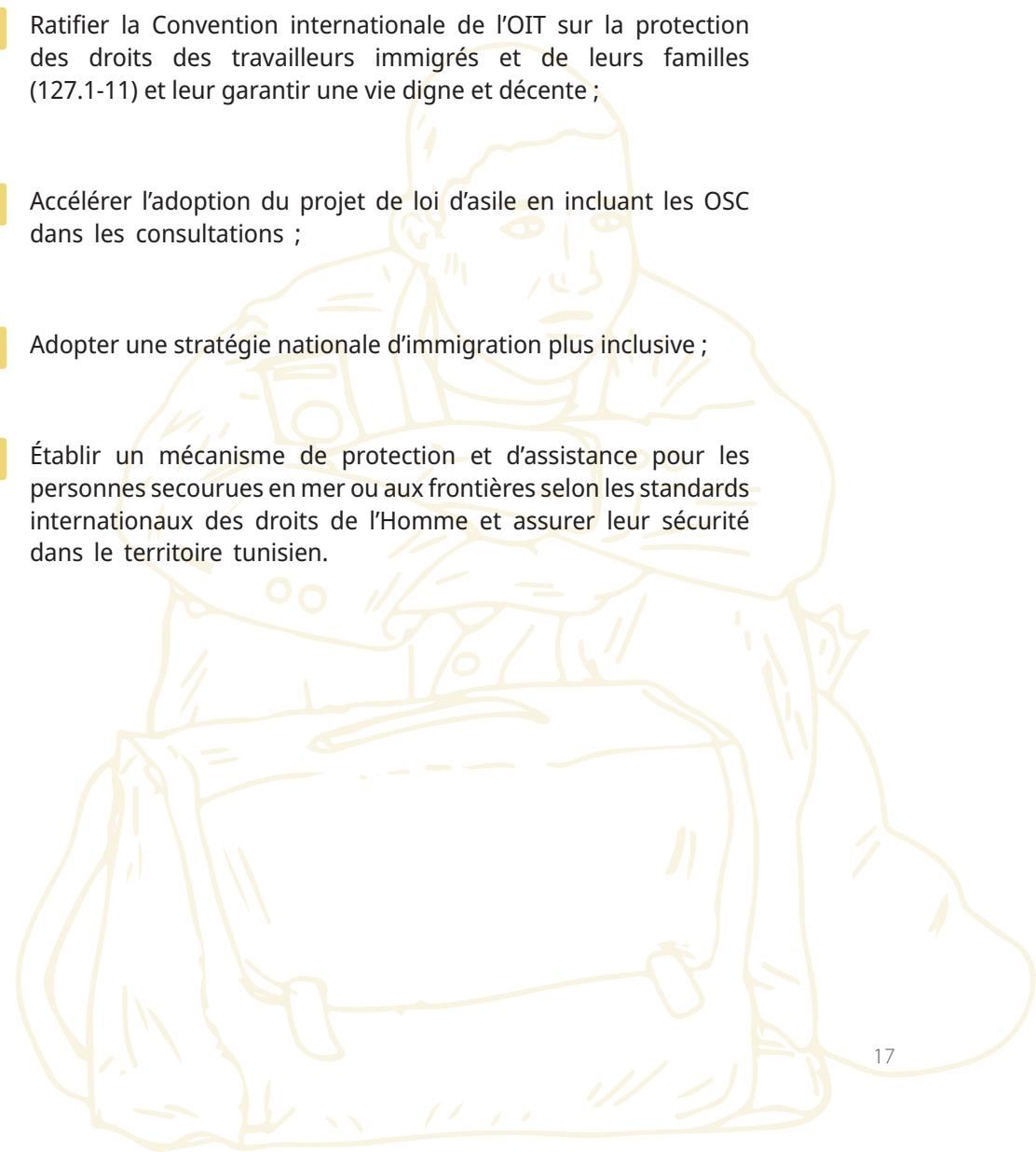
b

Néanmoins, la réalité des droits de cette catégorie de personnes reste alarmante :

1. La stratégie de migration nationale qui mentionne l'adoption d'une loi d'asile n'est, à ce jour, toujours pas en vigueur.
2. Le projet de loi d'asile est resté suspendu jusqu'au gel du parlement en juillet 2021. De plus, aucun expert de la société civile n'a été sollicité pour contribuer à la rédaction de ce projet de loi.
3. La responsabilité de l'assistance socio-économique et de la protection des demandeurs d'asile en Tunisie est aux mains des OSC et des ONG malgré l'engagement international de l'Etat tunisien.
4. Les réfugiés et les demandeurs d'asile continuent à être victimes d'arrestations, de détention et d'extradition comme ce fut le cas pour le réfugié algérien S.B.

.....

Recommendations

- 
- 1** Ratifier la Convention internationale de l'OIT sur la protection des droits des travailleurs immigrés et de leurs familles (127.1-11) et leur garantir une vie digne et décente ;
 - 2** Accélérer l'adoption du projet de loi d'asile en incluant les OSC dans les consultations ;
 - 3** Adopter une stratégie nationale d'immigration plus inclusive ;
 - 4** Établir un mécanisme de protection et d'assistance pour les personnes secourues en mer ou aux frontières selon les standards internationaux des droits de l'Homme et assurer leur sécurité dans le territoire tunisien.

Les droits des enfants



a

Suite à son EPU de 2017, la Tunisie s'est engagée à redoubler d'efforts pour mettre en place des lois et des stratégies de promotion et de protection des droits des enfants. Selon l'article 47 de la constitution tunisienne, l'Etat doit fournir toutes les formes de protection pour tous les enfants sans discrimination et selon les intérêts de l'enfant. Ceci est régi par le Code de Protection de l'Enfant.

.....

b

Malgré le ferme engagement constitutionnel et conventionnel, la réalité tunisienne concernant la protection des enfants, incluant les minorités étrangères (la situation des enfants étrangers reste régie par la loi générale relative au statut des étrangers), contient les lacunes suivantes :

1. L'absence de statistiques officielles.
2. L'échec du mécanisme de soin des mineurs non accompagnés.
3. L'absence d'harmonisation dans les procédures opérationnelles standards pour la protection des enfants.

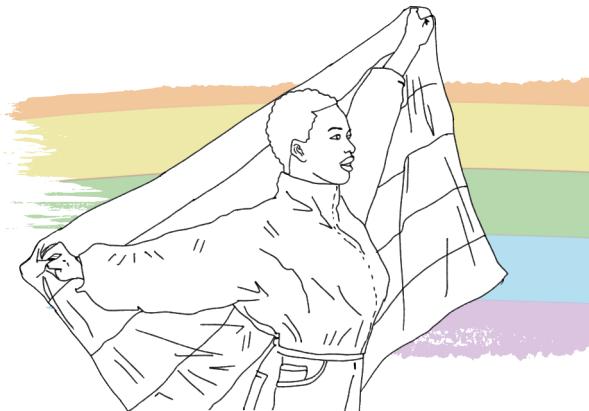
.....

Recommendations

- 1** Ajouter le statut de mineurs non accompagnés au cadre légal et améliorer leur soin et leur protection.
- 2** Intégrer les mineurs étrangers à toutes les dimensions du système de bien-être de l'enfant et aux programmes d'intégration et d'assistance sociale.
- 3** Produire des guides clairs pour les enregistrements des naissances et pour l'accès à l'école.



Droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersex, queer et autres



a

Suite à son EPU de 2017, l'Etat tunisien a accepté les recommandations concernant l'abolition de la pratique du test anal dans ses procédures légales.

.....

b

L'Etat tunisien a voté pour le renouvellement du mandat « IE SEOGI » en 2020. Etant le seul pays arabe à le faire, il démontre une incohérence avec ses stratégies et sa législation.

.....

c

L'article 230 du code pénal criminalise les relations sexuelles entre deux personnes du même sexe avec une peine allant jusqu'à 3 ans d'emprisonnement.

.....

d

D'autres articles comme l'article 226bis du code pénal sont utilisés pour persécuter la communauté LGBTIQ+ et la communauté transgenre en particulier.

.....

e

Néanmoins,

1. La pratique du test anal persiste sur le terrain. Entre 2017 et 2021, 206 arrestations contre des personnes LGBTIQ+ ont été faites utilisant l'article 230 du code pénal. Aussi, le ciblage et la discrimination contre les personnes Queer continue d'accroître.
2. La violence socio-économique contre la communauté LGBTIQ+ est alarmante, nonobstant surtout les cas d'individus transgenres qui reste dans des situations précaires.
3. Il n'existe toujours pas de lois accordant une protection et un cadre légal clair pour les personnes intersexes rendant par conséquent leur reconnaissance sociale impossible.
4. Les bébés intersexes souffrent encore d'interventions médicales sans leur consentement ou d'un besoin médical d'intervention.
5. Les personnes intersexes manquent toujours de visibilité au sein des mouvements de la société civile pour les droits de l'Homme et restent vulnérables aux discriminations légales, médicales et socio-économiques.

.....

Recommendations

- 1** Abolir l'article 230 du code pénal.
- 2** Interdire l'utilisation du test anal comme preuve pour incriminer les personnes sur la base de l'article 230 du code pénal.
- 3** Interdire l'utilisation des informations, communications et correspondances confidentielles et personnelles comme preuve pour incriminer les personnes sur la base de l'article 230 du code pénal.
- 4** Définir les termes « moralité publique et l'indécence » figurant dans les articles 226 et 226bis du code pénal pour les rendre en accord avec les standards internationaux des droits de l'Homme.

Les droits des victimes des risques environnementaux



a

Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement en 1972 à Stockholm, la reconnaissance des droits environnementaux est passée de complémentaire à fondamentale. La Tunisie a signé de multiples conventions internationales en relation avec les droits environnementaux. Elle a aussi instauré des législations telles que la loi du 2 août 1988 qui définit les crimes et les atteintes à l'environnement. Les articles 45 et 129 de la constitution tunisienne de 2014 consacrent le droit à un environnement sain, à un développement durable et les droits des prochaines générations.

.....

b

Néanmoins, la situation sur le terrain continue de se détériorer rapidement.

Plusieurs exemples le montrent clairement :

1. La ville de Gabes continue d'affronter une montée alarmante du cancer des poumons et des maladies respiratoires à cause des Complexes industriels chimiques qui se sont implantés à proximité de la cité. Le principal centre chimique n'étant qu'à une distance de 800m des centres urbains.
2. Les responsables régionaux de la ville de « Agareb » ont réouvert des décharges pour recevoir tous les déchets provenant de la ville de Sfax. Ceci a nourri des protestations locales contre cette décision qui a affecté de manière négative la vie des habitants de cette région depuis des décennies.
3. En 2020, le port de Sousse a reçu un conteneur de déchets plastiques toxiques non conformes aux standards internationaux du commerce de déchets, importé d'Italie. Cette affaire a eu comme conséquence la démission du ministre de l'Environnement et d'un groupe de son cabinet.

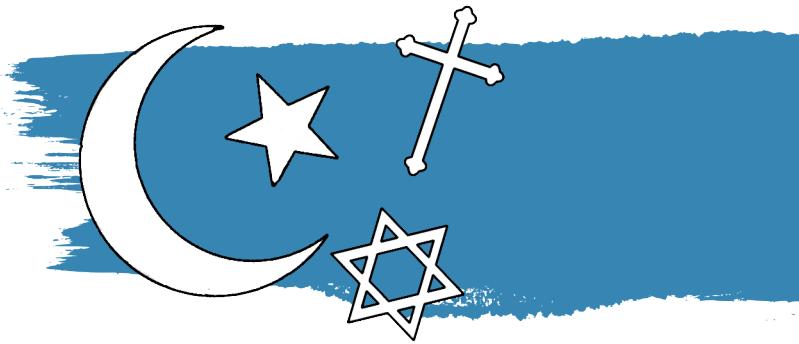
.....

Recommendations

- 1** Unifier tous les textes de loi en relation avec la protection de l'environnement dans un même code.
- 2** Augmenter et allouer les ressources des institutions et des gouverneurs locaux pour garantir des interventions rapides lors des problèmes environnementaux et d'assurer la décentralisation de ces opérations.
- 3** Renforcer les textes de loi pour la protection des zones particulières (environnementales, patrimoniales) et assurer l'intervention rapide des structures de gouvernance locale en cas de violations.
- 4** Assurer le soutien aux organisations de la société civile qui travaillent sur les droits environnementaux.



Droits des minorités religieuses



a

Malgré les engagements constitutionnels et conventionnels fermes de l'État Tunisien, toutes les autorités, en particulier celles qui s'intéressent à la question religieuse, ne reconnaissent pas la diversité religieuse au sein de la société, qui a conduit à de multiples cas de discrimination fondée sur la religion, discours haineux débridés et abus contre les minorités religieuses :

1. Les prédicateurs islamiques qui réclament le meurtre de juifs, de chrétiens et de chiites, les accusant d'être des agents de pays étrangers ;
2. L'Assemblée des représentants du peuple, dans sa nouvelle session parlementaire pour l'année 2019, est devenue une source de propagande haineuse et d'incitation à la violence ;

3. Arrestations en raison de l'exposition de différents symboles et rituels religieux (double discrimination à l'égard des femmes) ;
4. Les minorités religieuses luttent dans le processus d'inhumation principalement pour des raisons sociales et religieuses privant les morts d'un enterrement décent qui préserve leur dignité.

.....

Recommendations

- 1** Reconnaître les minorités religieuses et leur accorder le droit de pratiquer leurs rituels religieux, y compris la construction de cimetières et de lieux de culte, en plus du droit de pratiquer des rites religieux en secret et en public, le droit de créer des associations et de s'organiser librement, sans restriction ni prévention, afin d'atteindre l'égalité complète.
- 2** Mettre à jour la carte religieuse pour connaître l'ampleur de la diversité religieuse en Tunisie et en bénéficier comme facteur d'enrichissement et non comme menace pour la société.
- 3** Initier la révision des législations contradictoires et vagues avec la liberté de conscience, et consolider en ce sens le sens de la liberté religieuse :
 1. Mettre à jour la Loi 50 sur la discrimination raciale pour y inclure la discrimination fondée sur la religion.
 2. Annuler la circulaire de 1981) concernant la fermeture de cafés et de restaurants pendant le ramadan.
 3. Un examen exhaustif du Code de statut personnel afin d'inclure davantage les minorités religieuses.

Liste des signataires

Organisateurs

- La Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung
- EuroMed Droits
- Initiative Mawjoudin for Equality

Associations nationales et locales

- La Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH)
- L'Association Tunisienne de défense des libertés individuelles (ADLI)
- Groupe Tawhida Ben Cheikh
- AFTURD
- Association Beity
- Association Aswat Nissa
- Jamaity
- L'Association Tunisienne pour la Justice et l'Egalité (DAMJ)
- Organisation Contre la Torture en Tunisie OCTT
- La Ligue des Électrices Tunisiennes (LET)
- Association Joussour de Citoyenneté
- ATP+
- L'Art Rue
- Attalaki
- Association El Karama
- Association Ensemble Pour La Citoyenneté Et Le Changement
- Association Calam
- L'Association Femme Rurale Jendouba (AFR)
- L'association femmes pour la citoyenneté et le développement (AFPCD)
- Ifriqiya

- Organisation Amid Vision
- Danseurs Citoyens Sud
- L'association innocence pour la protection de l'enfance menacée
- L'Association J'agis - Forum de la jeunesse pour les Libertés
- L'Association Tunisienne d'Action Culturelle (ATAC)
- 7 ème dimension de culture
- L'association prospective et développement
- Intersection Association for Rights and Freedoms
- Volunteers association
- NO PEACE WITHOUT JUSTICE
- Association du droit à la différence (ADD)
- Association Irtikaa
- By l'hwem
- Free Sight Association

Organisations Internationales

- Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie - Belgique
- Access Now
- Solidarité Laïque Méditerranée
- She Decides
- Le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)
- Association Terre d'Asile
- International Institute for Nonviolent Action (NOVACT)





Alternative Report
of the Tunisian Civil Society :

**“ THE RIGHTS AND FREEDOMS
OF VULNERABLE GROUPS
DURING THE SANITARY
AND POLITICAL CRISIS”**



August 2022



General Context



a

In the midst of a health crisis due to Covid-19, the Tunisian socio-economic atmosphere experienced a sharp decline where the sense of stability and security declined. The Tunisian state was not equipped on the governance and institutional levels to deal with the pandemic's effects on the Tunisian people. During the first wave, and upon the institution of a total lockdown, many lost their sources of income, vulnerable communities were left out of all sanitary measures, and no clear roadmap was presented as to dealing with COVID-19. This situation continued until the second wave when the number of COVID-19 cases spiked even higher, reaching an all-time high of 7900 cases in July of 2021. Public medical facilities lacked the human resources, funding, and equipment to deal with such a crisis, testimonies of infected people being rejected from hospitals circulated, and many found themselves seeking refuge in private healthcare facilities. This situation alienated those who could not afford private healthcare and further reinforced the gap between the economically privileged and underprivileged. During this time, the government instated an economic pension of 200dt (67.85\$) for those in need, an amount that couldn't in any way, cover the needs of those who found themselves jobless during this crisis. The pandemic accompanied by the political crisis that kept on worsening resulted in what Tunisian civil society perceives as two of the most challenging years in the democratic transition journey Tunisia has been through.

b

After the 30-day deadline, the President of the Republic "Kais Saïd" issued Presidential Decree No. 109 of 24 August 2021 extending the exceptional measures relating to the suspension of Parliament's activities.

Quickly, this decree was followed by Presidential Decree No. 117 of 22 September 2021 on exceptional measures that suspend the application of the Constitution except "the preamble of the Constitution, its first and second chapters and all constitutional provisions which are not contrary to the provisions of this Presidential Decree" which continue to be applied in accordance with Article 20 of the said Decree.

The two decrees are based on section 80 of the Constitution, and they read it quite broadly, whether it be at the level of the "imminent danger" that underlies entry into the state of exception or at the level of the "measures". that the President is authorized to take in order to ensure the return to the normal situation and the end of this state of exception. In the absence of the Constitutional Court, which, according to the Constitution, has the role of monitoring the appropriateness of exceptional measures, the President remains the sole master on board. The extension of the state of exception and its interruption depends on its sole will.

This period, regardless of its legal or political qualification, has seen a number of derogations from the foundations of democracy and the rule of law. First derogation, suspension of all powers of the Assembly of People's Representatives (ARP), and the lifting of the immunity of Deputies, which was accompanied in Decree No. 117 by the abolition of the Provisional Review Body

.....

for the Constitutionality of Draft Laws. Then, the dismissal of the head of government who obtained the confidence of the ARP and the concentration of executive power in the hands of the President. Similarly, the illegal searches of the National Anti-Corruption Authority, the seizure of its documents, and its placing under the supervision of the Ministry of the Interior. Finally, the repeal of the Superior Council for the Judiciary and its replacement by a provisional Superior Council whose weakened composition, diminished powers and confiscated guarantees, make it a mere tool in the hands of the President allowing him to exercise his authority over the justice system.

Analysis of the nature of these "measures" suggests that section 80 itself is no longer being applied. "We are neither within a framework of constitutional and legal legitimacy nor even a popular legitimacy".

The agenda and action plan announced by the President spread over a year and would lead to a recasting of all the bases of the State: the political system will be the subject of a consultation or even a national referendum and the Constitution could be repealed to give way to a new supreme standard.

This situation, apart from its political necessity defended by some, can only be very dangerous in terms of the exercise of rights and freedoms and the regular functioning of institutions in general and the rights and freedoms of "vulnerable groups", who find themselves marginalized, discriminated and sometimes even persecuted.

on freedom of association is the subject of ministerial consultations, completely excluding civil society components from the process of elaboration and consultations. Even if this project maintains the declaration regime, it reinforces the intervention of the administration and gives the latter an arbitrary power ranging from the creation process to dissolution. The reading of the draft decree testifies to its arbitrary nature, which tends to restrict the scope of the freedom of association and to strengthen the control mechanisms so that civil society organizations cannot fulfill their primary vocation, namely, that of the counter-seeker.

.....

The situation of personal data protection is quite vulnerable in Tunisia. Admittedly, we are beginning to see the establishment of a culture of protection among several stakeholders:

1. Public structures internalize data protection standards in their normative production. Yet also, the implementation of public information systems like the Evax database, which are carried out in a spirit of privacy by design with the support of the National Instance on the Protection of Personal Information (INPDP). This is also the case in the processing of data and is apparent from the requests for authorization submitted by these bodies to the Court, but also from the requests for continuous opinions on various aspects such as those relating to data protection and access requests the information. The court structures are also beginning to react effectively and positively to the aspects of personal data protection and the court has confirmed on appeal the decisions taken by the body in the management of the files submitted to it.
2. The private structures, also because of their sustained relations and the exchange of personal data with their foreign and mainly European partners, are increasingly in compliance and they ask the authority for support in this process.

c

In recent years, a draconian approach to shrinking the space of civil society has taken hold both legislatively and practically. Thus for example: the Ministry of the Interior has tightened measures towards staff and members of associations; for nationals the granting of the national identity card bearing the function of the employee of an association and for foreigners the granting of residence cards. In addition, a draft decree-law amending Decree-Law No. 88-2011

3. Television, radio, written, and digital media often deal with the problem in relation to the respect of the norms of protection of personal data on the occasion of the current events witnessed by Tunisian society.
4. As for citizens and despite their addiction to social networks and mainly Facebook, they are increasingly aware of their rights to have their data preserved. They refuse in their relations with public and private persons to communicate their personal data without first inquiring about the purpose of the processing and the measures taken to protect them. On the other hand, the increase in the number of complaints to the INPDP for violations of standards is a good criterion for the initiation of a culture installation among the persons concerned.

.....

e

In Tunisia, the right of access to information was first enshrined in Decree-Law No. 2011-41 of 26 May 2011, on access to administrative documents of public bodies. Section 3 of the Act provided that "Every natural or legal person has the right of access to administrative documents (...) both by proactive disclosure and disclosure of the person concerned, subject to the exceptions provided for in this Order". Subsequently, the right of access to information was enshrined as a fundamental (constitutional) right in Article 32 of the 2014 Constitution, which states that "The State shall guarantee the right to information and the right of access to information". This right was implemented by Organic Law No. 2016-22 dated 24 March 2016 on the right of access to information, which came into force on 29 March 2017.

Organic Law No. 2016-22 dated 24 March 2016 on the right of access to information recalls in its article 1 that it must make it possible to strengthen the principles of transparency and accountability, particularly

as regards the management of public services, to improve the quality of public service and to strengthen trust in public bodies, to strengthen public participation in the development, monitoring and evaluation of public policies, and to strengthen scientific research. The right of access to information also covers a very broad field since it applies not only to the public administration, but also to the Presidency of the Republic, the Presidency of the Government, the Assembly of People's Representatives, to the various ministries, and even to the Central Bank, to private law bodies responsible for managing a public service or benefiting from public funding, and to judicial bodies (Supreme Judicial Council, Constitutional Court, Court of Auditors) and more broadly to constitutional and independent public bodies.

As for the Organization responsible for ensuring respect for the right of access to public information in Tunisia, it is the National Access to Information Authority (INAI-Tunisia) that is responsible by law for this mission. The access to information authority in Tunisia is an independent public authority, with legal personality and financial autonomy, created by the Organic Law no. 2016-22 of 24 March 2016 on the right of access to information in order to guarantee the exercise of this constitutional right. In view of this, the body is endowed with a judicial and monitoring mission in terms of access to information, and consists of a council, of which its 9 members, were elected by the Assembly of People's Representatives (ARP) 18 July 2017 and appointed pursuant to Government Decree No. 2017-918 of 17 August 2017.

.....

Recommendations

I. Freedom of Association

- 1** Protect freedom of association in accordance with international human rights standards.
- 2** Maintain Decree 88 as the main law regulating associations.
- 3** Renounce the revision of laws regulating rights and freedoms during a period of exception, in the absence of the Constitutional Court as well as all other mechanisms to challenge the laws (Tunisian situation since July 2021) such as Bill no. 25/2015 on the repression of attacks against the armed forces and Organic Bill no. 2018/91 on the organization of the state of emergency.

II. Protection of Personal Data

- 1** Adopt as soon as possible, and in the absence of the draft submitted to Parliament, a law revising the 2004 organic law on aspects that are not in accordance with Convention 108 or its additional protocol 233 (108+). This revision of the national framework will enable Tunisia to finalize its accession to Protocol 233.
- 2** Include in teaching, but mainly at universities, aspects of personal data protection and more specifically in training in the field of health, computer science, the judiciary (ISM), lawyers or in the framework of the upper cycle of the National School of Administration (ENA).
- 3** Create specialized master's training at the University to develop the necessary skills to perform the function of internal protection officer (DPO).
- 4** To provide it with the human and material resources necessary for the INPDP to ensure its mission of control and development of the culture of protection.

III. Access to Information

- 1** The acceleration of the process of promulgation and publication in the JORT of the decrees implementing the law n° 2016-22. These statutory instruments provided for in the said Act are now of paramount importance for the survival of access to information authority
- 2** Continuing access to information training for access to information officers (CAI) appointed in this capacity, as provided for in Article 32 of Law No. 2016-22. The role of the latter is of particular importance in view of the fact that they are regarded as relays of the body to the public structures in which they work.
- 3** The completion, without delay, of the process of electing the Chairman of the Board (position vacant until now since the beginning of March 2020) and the renewal of half the members of the Board as stipulated in Article 45 of Organic Law No. 2016-22.
- 4** Strengthen the administrative and financial autonomy of the INAI.

Women's rights



a

Equality between men and women

1. On September 8th, 2017, the 1973 circular prohibiting Tunisian women from marrying non-Muslims was repealed.
2. A circular no. 8/1 of 23 January 2018 of the Minister of Education prohibiting non-mixed schools was adopted.
3. On 11th June 2019, Law 51 was adopted to protect women farmers in means of transportation.
4. Nevertheless, inequalities persist: the inheritance inequality enshrined in article 143 of the Code of Personal Status, the imposition of the wearing of the apron for girls in primary and secondary schools and not for boys, the non-institutionalized condition of women farmers in rural areas and their exposure to all forms of exploitation and physical and moral insecurity despite the adoption of law no. 2019-51 of 11 June 2019, and the return of non-mixed spaces in certain schools, especially in religious schools.

.....

b

Elimination of violence against women

1. Despite the adoption of Law 58-2017 on the elimination of all forms of violence against women, significant public policies are struggling to be put in place to ensure the application of this legal instrument. For example, the hotline number (1899) received 7588 calls in 2021. 2 percent of the appellants requested immediate accommodation without a response from the State.
2. Tunisia has also ratified the Additional Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Rights of Women in Africa (Maputo Protocol) and acceded to the Council of Europe Convention on the Prevention and Fight against Violence against Women and Domestic Violence (Istanbul Convention). However, the State has not undertaken anything at the legislative level to implement the Istanbul Convention.
3. As for economic violence, it is alarming to know that Tunisia ranks 144th (out of 156 states) in terms of economic participation and opportunities for women. Indeed, only 28.1 percent of the female labor force is in service, compared to 75.5 percent

for men. The unemployment rate for higher education graduates in the third quarter of 2020 reached 40.7 percent for women, compared to 17.6 percent for men. Women occupy 14.8 percent of senior positions compared to 85.2 percent of men. In fact, the MasterCard Women Entrepreneurs Index showed that in 2019, only 10.9 percent of companies are owned by women.

4. In relation to the conditions of employment of women, Tunisia has adopted Law No. 51 of 11 June 2019 creating a category of "transportation of agricultural workers" to ensure the physical safety of workers in rural areas against fatal road accidents. This law is struggling to be enforced.



c Political violence and barriers to participation

1. Even with the appointment of a woman (Najla Bouden) as head of the government, progress in women's political participation remains insufficient. Tunisia occupies 69th place in the world at this level. Its Parliament, currently frozen, had a female presence of 26.3 percent. The presence of women in successive governments remained low: 6 women against 24 men in the Fakhfekh government, 8 women against 28 men in the Mechichi government, who became 4 women after the reshuffle, and 10 women against 16 men in the Bouden government.



Recommendations

- 1** Adoption of a public policy aimed at building more shelters for women victims of violence decentralized in the regions as well as the capital.
- 2** Adoption of an organic law implementing the Istanbul Convention.
- 3** Adoption of an economic public policy aimed at improving the economic environment in Tunisia in order to improve the access of women to employment, in high positions, strengthen their economic independence and facilitate their access to loans to set up projects and businesses.
- 4** Support the participation of women in the structures of the social and solidarity economy.
- 5** Adoption of an electoral system guaranteeing horizontal and vertical parity to ensure a significant female presence in the various elected institutions.
- 6** To encourage the appointment of women as heads of administrative structures and in senior positions.
- 7** Enshrinement of legislation recognizing gender equality by prohibiting discriminatory practices against women in the educational environment (the wearing of aprons).
- 8** Adoption of legislation to protect women farmers against all forms of exploitation and injustice in their working environment, by requiring employers to pay farmers the same wages under penalty.
- 9** Implementation of concrete measures for the application of Act No. 2019-51 of June 11, 2019, regarding the transportation of women farmers.

The right to access to healthcare

(including people living with HIV)



a

Since 2017, social and regional inequalities in access to healthcare have worsened. The underfunding of public structures has led to a deterioration in the quality of public health services. Tunisia ranks 91st (out of 156 states) in the ranking of states in terms of access to health and survival rates. The figures are alarming: The mortality rate at birth is 11.5 per thousand; there are only 28 mammography machines in all Tunisia in 2019. And this situation has been exacerbated by the Covid-19 health crisis.

.....

b

The weakening of the national reproductive health program's already remarkable performance over the years has been accentuated by the Covid-19 crisis: Already in decline in 2018, rates of contraception use have deteriorated further. The number of beneficiaries of contraception methods decreased by 70,969 people in 8 years (from

439,549 in 2011 to 368,580 in 2019). 49.3 percent of women between the ages of 15 and 49 do not use any family planning method. Added to this is the unavailability of safe and effective contraceptives such as the intra-uterine device and the stock breaks of estrogen-progestin pills, the morning after pill, condoms, and medical abortion products. It is also alarming to note the increase in the rate of abortion refusal in public and private structures.

.....

c

People living with HIV experience very dangerous social and administrative discrimination, especially in hospitals. Non-Tunisians do not automatically and freely access treatment and services in public health facilities.

.....

Recommendations

I. Making access to health services more equitable

- 1 Extend health insurance coverage to the 2 million people not covered (the unemployed, the elderly, young people, and migrants);
- 2 Develop a prospective health map to ensure local health services and fill the gap in specialist doctors in regional hospitals;
- 3 Improve the financing of public health facilities by increasing by 0.5 percent per year the share of the Ministry of Health budget in the state budget to reach 8 percent by 2025 and establish a schedule for the payment of debts of the National Insurance Fund in respect of hospitals and Central Pharmacy;
- 4 Modernize management and digitize all health activities by setting up accountability mechanisms.

II. Putting sexual and reproductive health on the national agenda

- 1 Develop a national plan with clear indicators for primary care supported by substantial budgetary resources;
- 2 Ensure the availability of contraceptives including emergency contraception and condoms in pharmacies of public and private facilities for the full range;
- 3 Ensure the availability of medical abortion in private gynecological units/clinics;
- 4 To ensure the continuity of services in the management structures of women victims of violence and to strengthen them.

III. Caring for people living with HIV

- 1 Eliminate all forms of discrimination and stigma against people living with HIV, in law and practice, including health care;
- 2 Ensure the uninterrupted supply of antiretroviral drugs, including the pediatric form;
- 3 Ensuring food security for people living with HIV;
- 4 Adapt the 1992 Communicable Diseases Act to the human rights approach.

People with disabilities



a

Tunisia's commitment to persons with disabilities has remained very weak. Tunisia still does not have reliable data on the number of persons with disabilities or statistics on their distribution by geographical area or by the nature of their disability (Data based on the disability card are not sufficient since not all disabled people are necessarily entitled to the card).

.....

b

Guideline Law 2005-83 of 15 August 2005 on the promotion and protection of the rights of persons with disabilities remains inconsistent with the Constitution and the International Conventions on the Rights of Persons with Disabilities. It does not enshrine a human rights approach and does not clearly take into account the specificities of children, women, and girls with disabilities.

.....

c

The lack of accessibility to public places for people with motor disabilities and information for the blind and deaf remains the major constraint that stands in the way of their "full integration into society."

.....

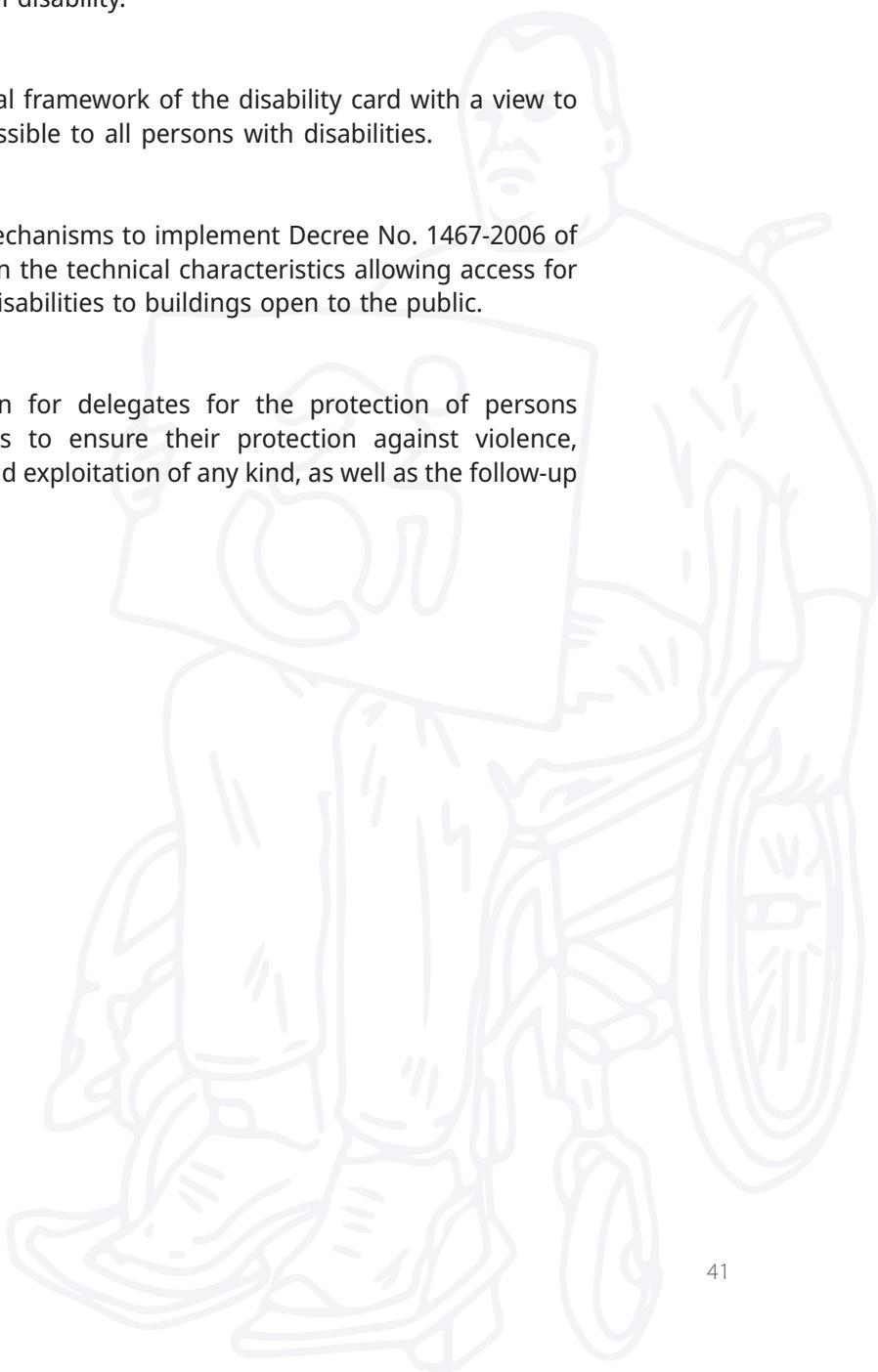
d

During the Covid-19 crisis, there has been a greater lack of specific measures to address and communicate the needs of different types of disabilities.

.....

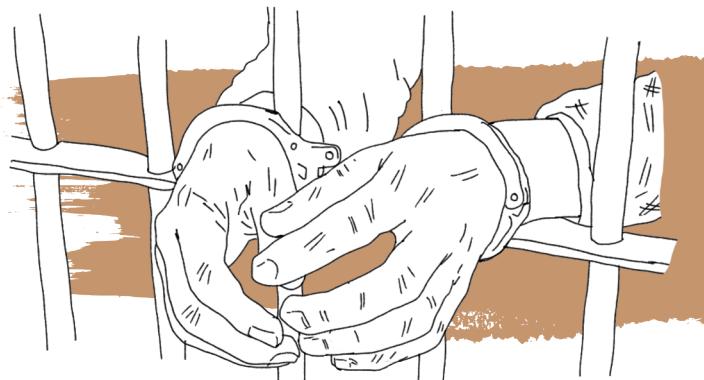
Recommendations

- 1** Adapt the 2005 law to the 2008 Convention, mainly by correcting the definition of disability.
- 2** Review the legal framework of the disability card with a view to making it accessible to all persons with disabilities.
- 3** Put in place mechanisms to implement Decree No. 1467-2006 of 30 May 2006 on the technical characteristics allowing access for persons with disabilities to buildings open to the public.
- 4** Develop a plan for delegates for the protection of persons with disabilities to ensure their protection against violence, harassment, and exploitation of any kind, as well as the follow-up of their cases.



The rights of incarcerated people

and the current situation of the National Instance on the Prevention of Torture (INPT)



a

Following its 2017 UPR, it was recommended that Tunisia "strengthen the independence of the national mechanism for the prevention of torture and other forms of ill-treatment, including by providing a separate and adequate budget". to fully exercise its mandate to control the conditions of detention and the quality of the treatment of inmates in all places of deprivation of liberty, such as detention centers, prisons, rehabilitation centers for juvenile offenders, accommodation or observation centers for minors, psychiatric facilities, accommodation centers for refugees and asylum seekers, immigrant centers, detention centers, transit areas at airports and ports, the centers of discipline and the means used for the transport of persons deprived of their freedom.

c

In the same vein, it should be mentioned that the fundamental guarantees provided by Law No. 2016-5 are not generally respected and that coercive interrogation, following the arrest of a suspect and during their custody, continues to be a common practice in police investigations. In addition, increasing police violence against peaceful demonstrators in the public space has led the INPT to monitor and document human rights violations during demonstrations and to examine more closely the conditions of police custody. The INPT also makes visits to persons under house arrest with an increase in arbitrary restrictions of freedoms by the Ministry of the Interior since the President of the Republic decreed the state of exceptional measures on 25th July 2021.

b

Although Tunisia has ratified the CAT since 1988, then the OPCAT in 2011, and established its National Mechanism for the Prevention of Torture (MNP), the first of its kind in the MENA region, in 2013, under Organic Law No. 2013-43, we continue to see clear resistance to change among security officers and staff responsible for the supervision of inmates in general. We believe that such an attitude conditioned by a fixed security mentality inherited from the era of tyranny is due to a lack of awareness of the risks of torture and other cruel, inhuman, or degrading treatment or punishment.

d

In this context, the National Forum for the Prevention of Torture (INPT), the National Mechanism for the Prevention of Torture (MNP) established under the Optional Protocol to the United Nations Convention against Torture (OPCAT), is particularly threatened in its existence. Indeed, the term of the second half of the INPT members expires on May 4, 2022, and the renewal of the current members is unlikely due to the suspension of Parliament. In addition, following the first half-renewal of eight members, following the random draw on May 03, 2019, members elected by Parliament in June 2021 were not able to take an oath or take office, and the "alumni" Members who were called upon to leave the INPT simply extended their terms de facto.

Recommendations

- 1** The strict application of the fundamental guarantees guaranteed by law to arrested persons.
- 2** Compliance with standards and requirements relating to the conditions of detention and the rights of prisoners.
- 3** The training of law enforcement officers in «dynamic security and respect for the rights of inmates».
- 4** The immediate termination of the renewal process for half the members of the INPT.
- 5** Strengthening the administrative and financial autonomy of the INPT.
- 6** Speeding up the publication process in the JORT of Enforcement Decrees No. 2013-43.

Refugees, migrants, victims of trafficking, and asylum seekers' rights



a

Following its 2017 UPR, Tunisia committed to strengthening mechanisms to track, identify, and assist vulnerable migrants at borders, including minors, asylum seekers, and victims of trafficking.

e

The responsibility of socio-economic assistance and protection of asylum seekers in Tunisia falls onto Tunisian CSOs and INGOS despite the international commitments of the Tunisian state.

b

In addition, according to article 26 of the Tunisian constitution, the right to political asylum is guaranteed according to adequate jurisdictions, and it is forbidden to deport political asylum seekers.

f

Refugees and asylum seekers continue to be victims of arrests, detention, and extradition such is the case of the Algerian refugee S.B.

c

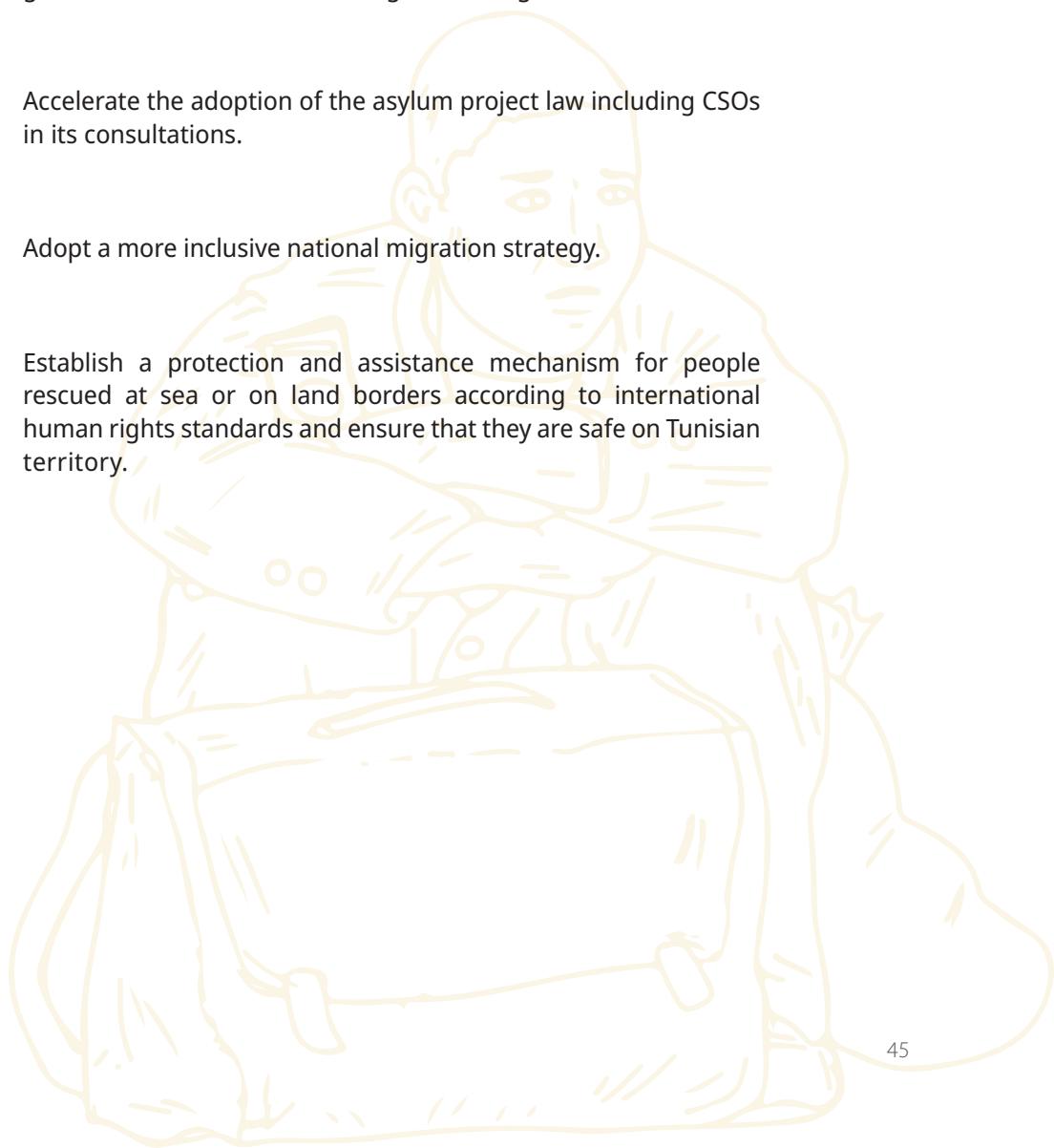
The national migration strategy that mentions the adoption of an Asylum law hasn't been adopted today.

d

The Asylum project law has remained suspended until the freezing of the parliament in July 2021. In addition, no civil society experts were called to contribute to the drafting of the project law.

Recommendations

- 1** Ratify the international convention of the ILO on the protection of the rights of migrant workers and their families (127.1-11) and to guarantee them a decent and dignified living.
- 2** Accelerate the adoption of the asylum project law including CSOs in its consultations.
- 3** Adopt a more inclusive national migration strategy.
- 4** Establish a protection and assistance mechanism for people rescued at sea or on land borders according to international human rights standards and ensure that they are safe on Tunisian territory.



Children's rights



a

Following its 2017 UPR, Tunisia committed to redoubling its efforts to put in place laws and strategies to promote and protect children's rights. According to Article 47 of the Tunisian constitution, the state must provide all forms of protection for all children without discrimination and according to the interests of the child. This is governed by the Child Protection Code.

.....

b

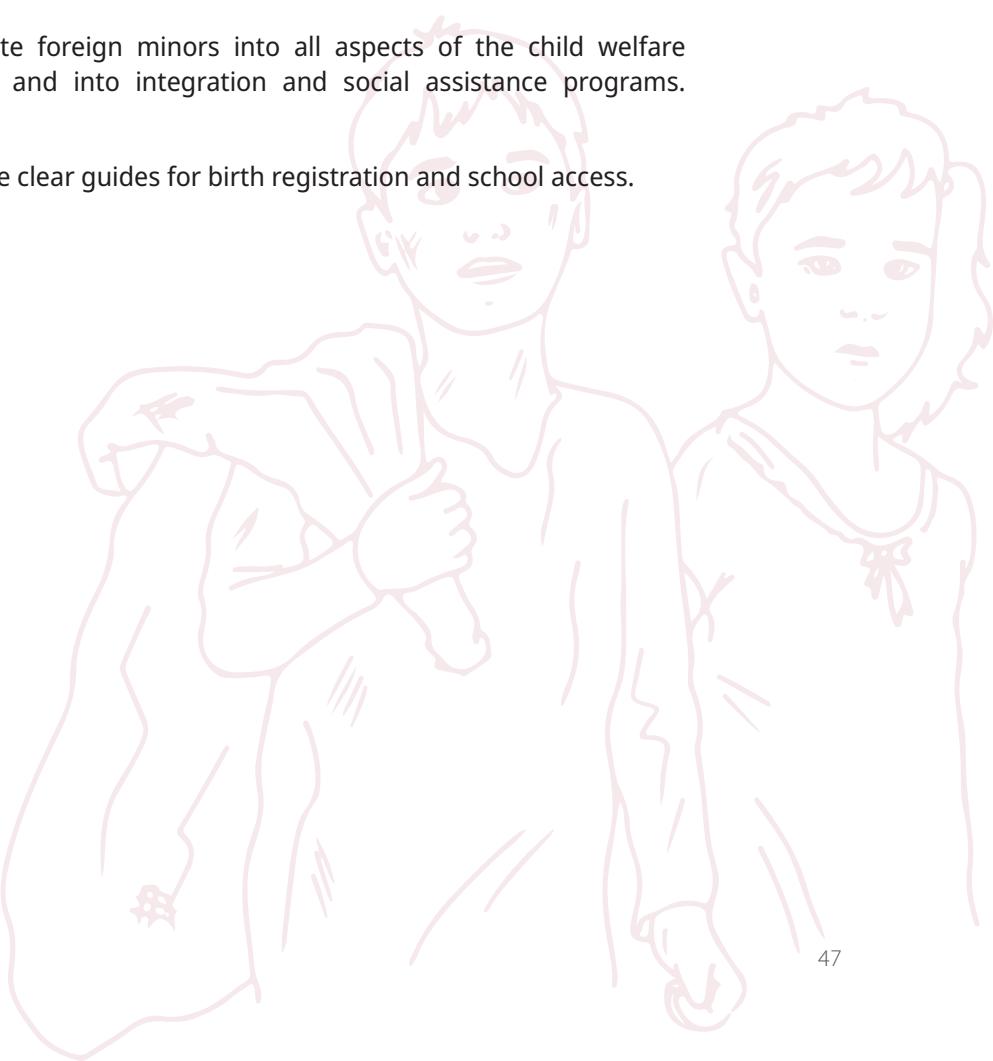
Despite the firm constitutional and conventional commitment, the Tunisian reality regarding the protection of children, including foreign minorities (the situation of foreign children remains governed by the general law on the status of foreigners), contains the following deficiencies:

1. Lack of official statistics.
2. Failure of the social care mechanism for unaccompanied minors.
3. Lack of harmonization in standard operating procedures for the protection of children.

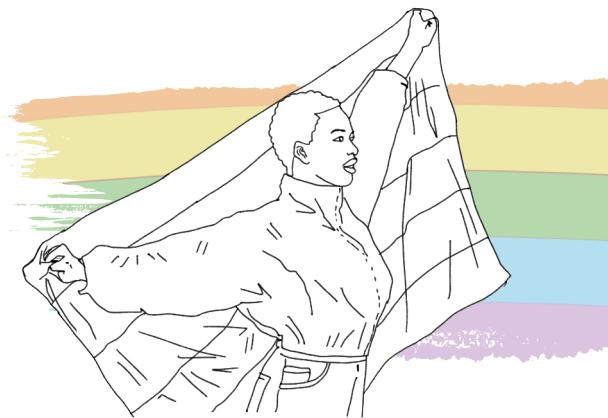
.....

Recommendations

- 1** Add the status of unaccompanied minors to the legal framework and improve their care and protection.
- 2** Integrate foreign minors into all aspects of the child welfare system and into integration and social assistance programs.
- 3** Produce clear guides for birth registration and school access.



Rights of Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Intersex, and Queer people



a

Following its 2017 UPR, the Tunisian state accepted the recommendation concerning the abolishing of the anal testing practice in its legal procedures. Unfortunately, the practice remained in effect.

f

Socio-economic violence against the LGBTIQ+ community is alarming, mentioning specifically the cases for Transgender individuals who remain in precarity.

b

The Tunisian state has voted for the renewal of the mandate of IE SOGI in 2020, being the only Arab state to do so which doesn't indicate a coherence with its policies and legislation.

g

There are still no laws providing protection and a framework for intersex people making their social recognition impossible.

c

Article 230 of the penal code criminalizes relationships between same sex couples with up to 3 years of imprisonment.

h

Intersex babies still suffer medical interventions without their consent or a medical need for intervention.

d

Other articles such as article 226bis of the penal code are also used to prosecute the LGBTIQ+ community and the Transgender community specifically.

i

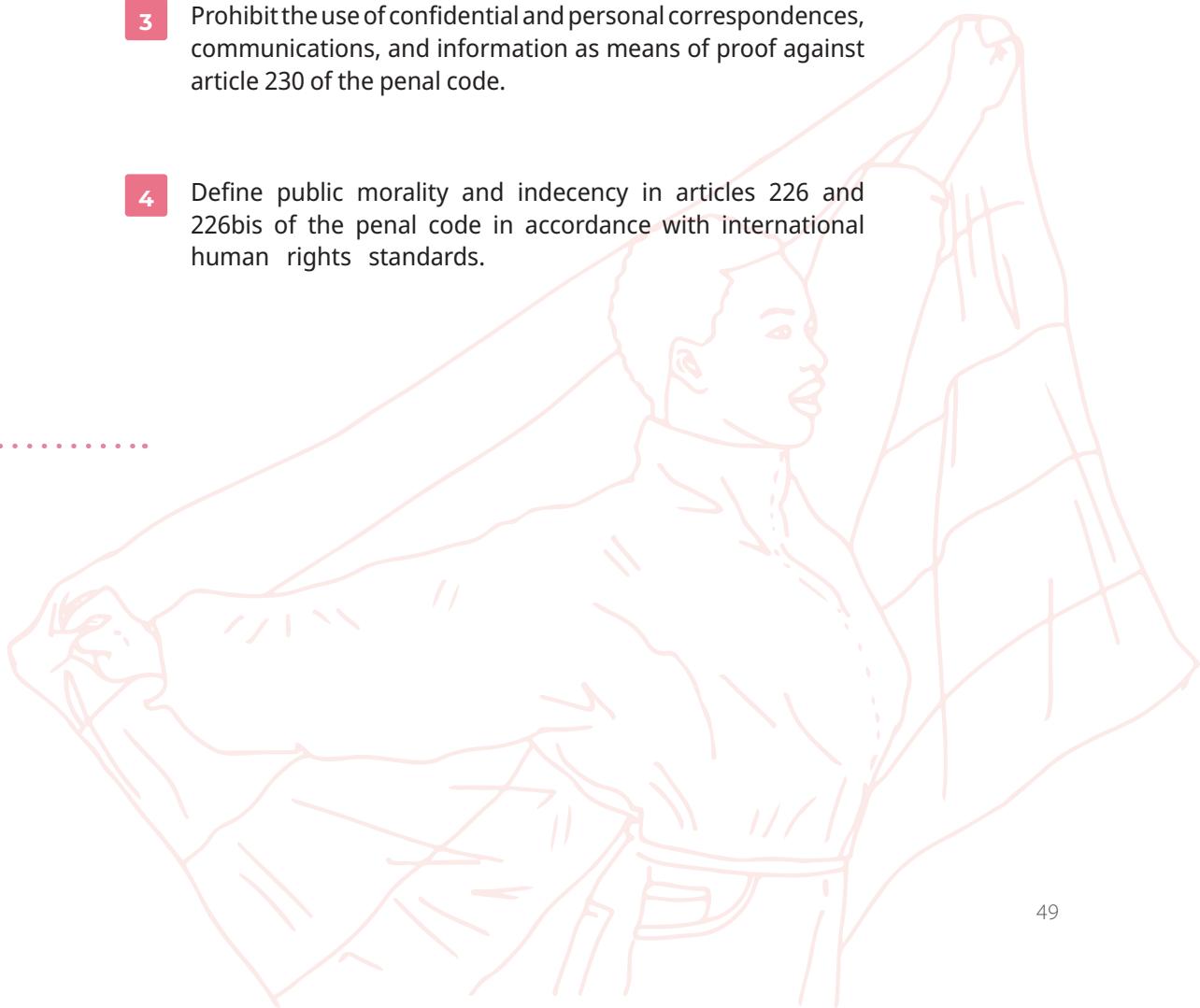
Intersex people still lack visibility inside the human rights civil society movement and remain vulnerable to legal, medical, and socio-economic discrimination.

e

Between 2017 and 2021, 206 arrests against LGBTIQ+ persons were made using article 230 of the penal code. In addition, the targeting and discrimination against Queer people continued to increase.

Recommendations

- 1** Abolish article 230 of the penal code.
- 2** Prohibit the use of anal testing as means of proof against article 230 of the penal code.
- 3** Prohibit the use of confidential and personal correspondences, communications, and information as means of proof against article 230 of the penal code.
- 4** Define public morality and indecency in articles 226 and 226bis of the penal code in accordance with international human rights standards.



The rights of people facing environmental risks



a

Ever since the 1972 United Nations Conference on the Environment in Stockholm, environmental rights ceased to be complimentary and became recognized as fundamental rights. Tunisia has signed multiple international conventions relating to environmental rights and in accordance created legislations such as the law issued in 2 August 1988 defining environmental harm and environmental crimes. Articles 45 and 129 of the 2014 Tunisian constitution indicate the right to a sane environment, sustainable development, and the rights of future generations.

.....

b

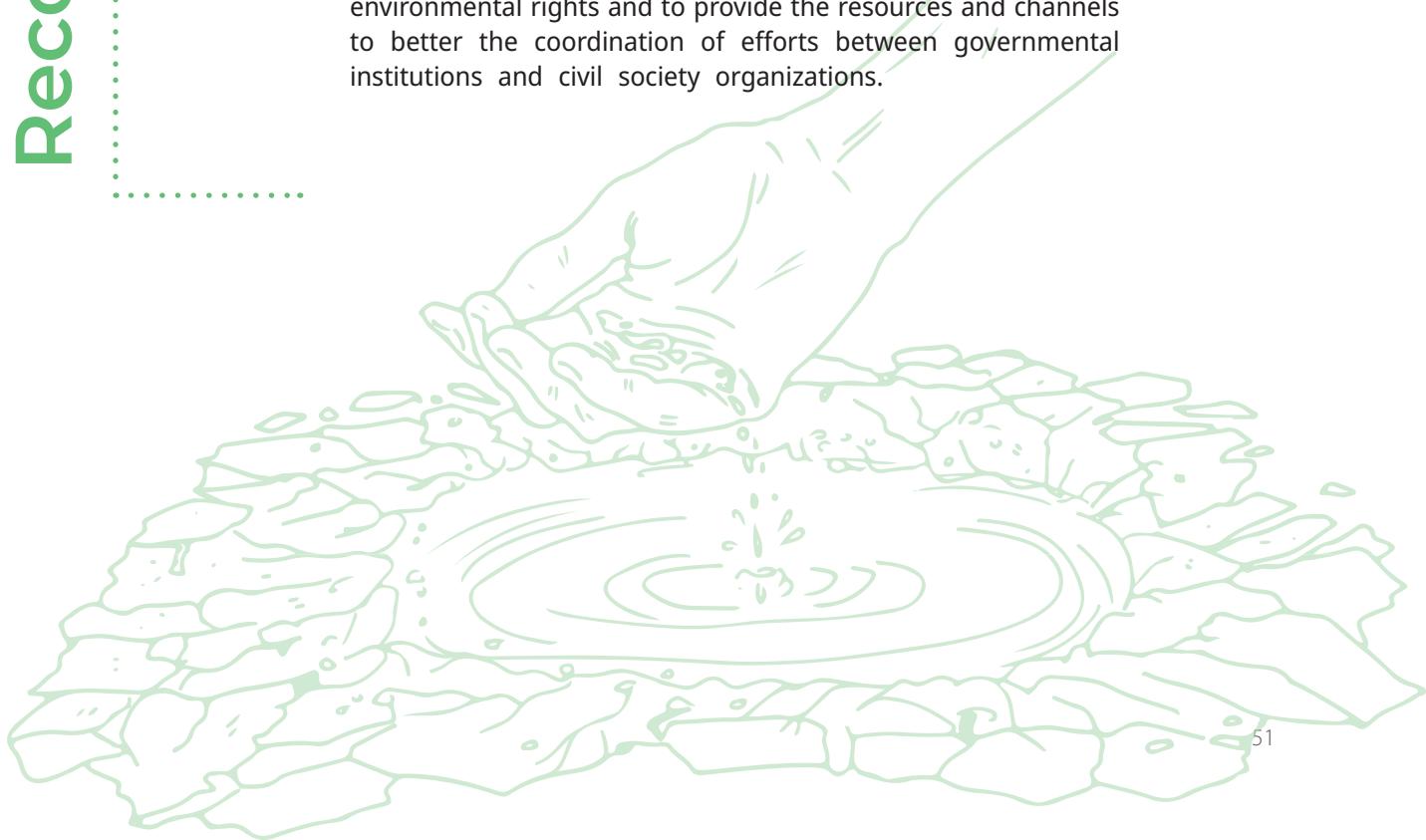
Despite the Tunisian state's different legal texts recognizing environmental rights, the situation on the ground continues to deteriorate rapidly which is shown in many examples :

1. The city of "Gabes" continues to experience an alarming increase in lung cancer and respiratory diseases because of the chemical industrial complexes that are adjacent to the city, with the main chemical compound 800m away from living compounds.
2. The local officials of the town of "Agareb" have reopened landfills after having closed them following a judicial decree in July 2019. This landfill is the destination of all waste coming from the city of Sfax. The reopening of the landfill fueled local protests against this practice that has been negatively affecting the lives of the locals for decades.
3. In 2020, the Sousse port received containers of waste imported from Italy containing toxic plastic waste not conforming with the international standards for waste trade. This instance led to the resignation of the minister of Environmental Affairs in addition to a group of administrators from the same ministry.

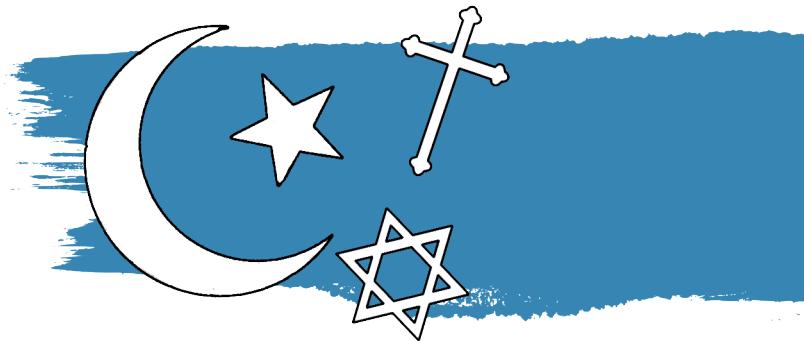
.....

Recommendations

- 1** Issue a legal code unifying all legal text relating to the protection of the environment.
- 2** Increase and allocate the resources of local governments and institutions to guarantee its rapid intervention in environmental issues and to ensure the decentralization of these operations as per the 7th article of the 2014 constitution.
- 3** Reinforce the legal texts protecting particular areas (environmental, patrimonial) and to ensure the rapid interventions of local governance structures in cases of violations.
- 4** Ensure its support for civil society organizations working on environmental rights and to provide the resources and channels to better the coordination of efforts between governmental institutions and civil society organizations.



Rights of religious minorities



a

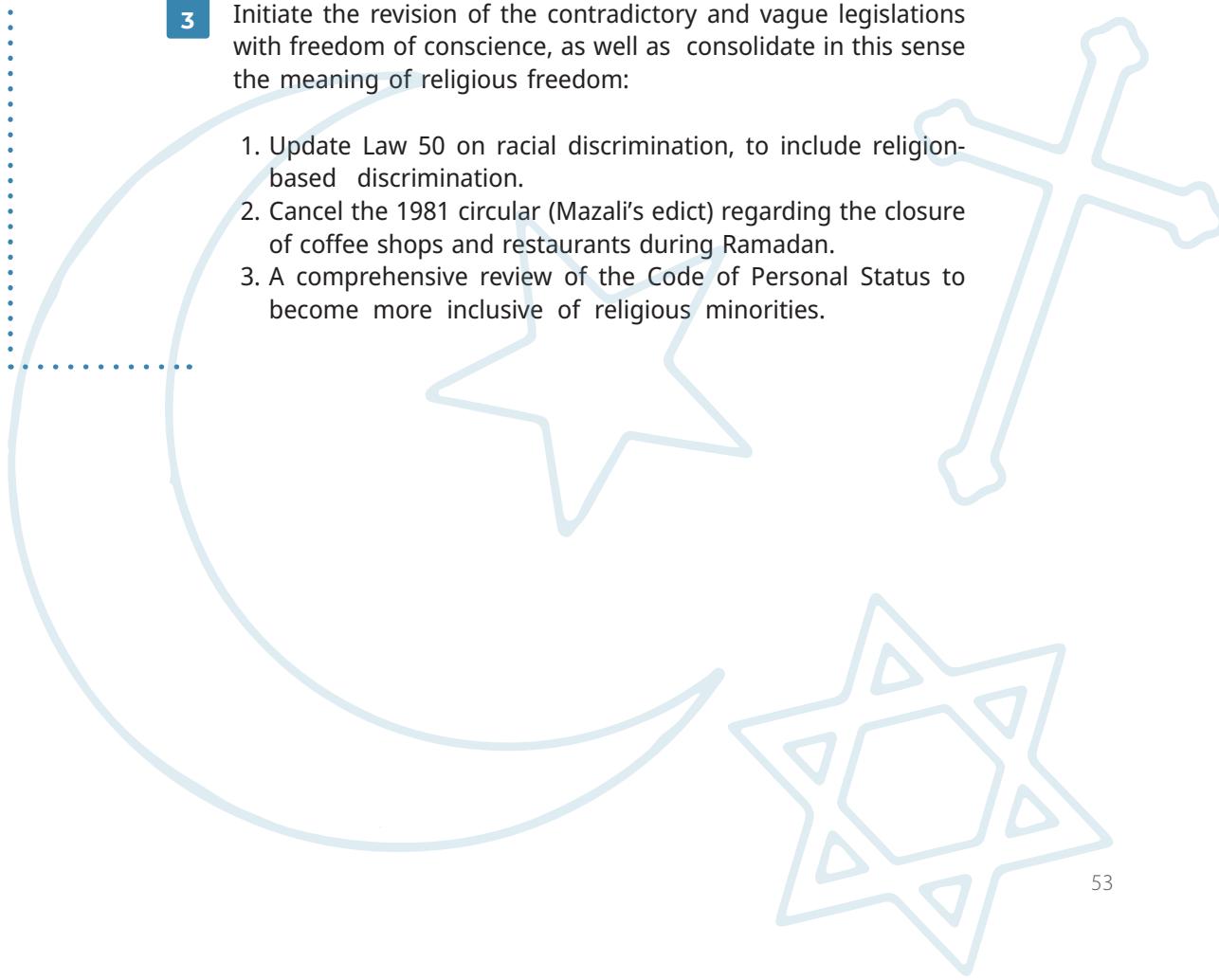
Despite the firm constitutional and conventional commitments of the Tunisian state, all authorities, especially those concerned with the religious issue, do not recognize religious diversity within society which has been leading to multiple cases of discrimination based on religion, unbridled hate speech, and abuse against religious minorities :

1. Islamic preachers calling for the killing of Jews, Christians, and Shiites, accusing them of being agents of foreign countries;
2. The Assembly of the Representatives of the People, in its new parliamentary session for the year 2019, has become a source for spreading hate speech and incitement to violence ;

3. Arrests from policemen because of exhibiting different religious symbols and rituals (Double discrimination against women) ;
4. Religious minorities struggle in the burial process mainly for social and religious reasons depriving the dead of a decent burial that preserves their dignity.

.....

Recommendations

- 
- 1** Recognize religious minorities and grant them the right to practice their religious rituals, including building cemeteries and places of worship, in addition to the right to practice religious rites in secret and in public, the right to establish associations and organize freely without restriction or prevention in order to achieve complete equality.
 - 2** Update the religious map to know the size of religious diversity in Tunisia and to benefit from it as an enrichment factor, not as a threat to society.
 - 3** Initiate the revision of the contradictory and vague legislations with freedom of conscience, as well as consolidate in this sense the meaning of religious freedom:
 1. Update Law 50 on racial discrimination, to include religion-based discrimination.
 2. Cancel the 1981 circular (Mazali's edict) regarding the closure of coffee shops and restaurants during Ramadan.
 3. A comprehensive review of the Code of Personal Status to become more inclusive of religious minorities.

List of signatories

Organizers

- La Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung
- EuroMed Droits
- Initiative Mawjoudin for Equality

National and local associations

- La Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH)
- L'Association Tunisienne de défense des libertés individuelles (ADLI)
- Groupe Tawhida Ben Cheikh
- AFTURD
- Association Beity
- Association Aswat Nissa
- Jamaity
- L'Association Tunisienne pour la Justice et l'Egalité (DAMJ)
- Organisation Contre la Torture en Tunisie OCTT
- La Ligue des Électrices Tunisiennes (LET)
- Association Joussour de Citoyenneté
- ATP+
- L'Art Rue
- Attalaki
- Association El Karama
- Association Ensemble Pour La Citoyenneté Et Le Changement
- Association Calam
- L'Association Femme Rurale Jendouba (AFR)
- L'association femmes pour la citoyenneté et le développement (AFPCD)
- Ifriqiya

- Organisation Amid Vision
- Danseurs Citoyens Sud
- L'association innocence pour la protection de l'enfance menacée
- L'Association J'agis - Forum de la jeunesse pour les Libertés
- L'Association Tunisienne d'Action Culturelle (ATAC)
- 7 ème dimension de culture
- L'association prospective et développement
- Intersection Association for Rights and Freedoms
- Volunteers association
- NO PEACE WITHOUT JUSTICE
- Association du droit à la différence (ADD)
- Association Irtikaa
- By l'hwem
- Free Sight Association

International Organizations

- Comité de Vigilance pour la Démocratie en Tunisie - Belgique
- Access Now
- Solidarité Laïque Méditerranée
- She Decides
- Le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)
- Association Terre d'Asile
- International Institute for Nonviolent Action (NOVACT)



SheDecides.







التقرير الموازي للاستعراض الدوري الشامل للمجتمع المدني التونسي :
 « حقوق وحريات الفئات الهشة خلال الأزمات الصحية والسياسية »



L'Art Rue
الشارع فن



SheDecides.



قائمة الموقعين

المنظموں

- جمعية وسط رؤية
- جمعية الراقصون المواطنين الجنوب
- جمعية براءة
- جمعية agis'z - منتدى الشباب للحريات
- الجمعية التونسية للحرك الثقافي
- جمعية البعد السابع للثقافة والمواطنة
- جمعية إشتراff وتنمية
- جمعية تقاطع من أجل الحقوق والحربيات
- جمعية المتقطع
- منظمة لا سلام بدون عدالة
- جمعية تعزيز الحق في الاختلاف
- جمعية إرتقاء
- جمعية by الحوم
- جمعية رؤية حرة
- لجنة اليقظة من أجل الديمقراطية بتونس

الجمعيات الوطنية والمحلية

- الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان
- الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية
- مجموعة توحيدة بالشيخ
- جمعية النساء التونسيات للبحث حول التنمية
- جمعية بيتي
- جمعية أصوات نساء
- جمعيتي
- الجمعية التونسية للعدالة والمساواة
- المنظمة التونسية لمناهضة التعذيب
- رابطة الناخبات التونسيات
- جمعية جسور المواطنة
- الجمعية التونسية للوقاية الإيجابية
- الشارع فن
- جمعية التلاقي
- جمعية الكرامة بتوزر
- جمعية معا للمواطنة والتغيير
- جمعية كلام
- جمعية المرأة الريفية بجندوبة
- جمعية النساء من أجل المواطنة والتنمية
- جمعية إفريقية

المنظمات الدولية

- Access Now
- جمعية التضامن المدني
- She Decides
- اللجنة من أجل احترام الحريات وحقوق الإنسان في تونس
- منظمة أرض اللجوء تونس
- جمعية اللاعنف

الخطوات:

الاعتراف بالأقليات الدينية وتمكينها من الحق في ممارسة طقوسها الدينية بما في ذلك إنشاء المقابر وأماكن العبادة إلى جانب الحق في ممارسة الشعائر الدينية سراً وجهراً والحق في بعث الجمعيات والتنظيم بكل حرية دون قيد أو شرط وذلك بهدف تحقيق المساواة التامة.

1

تحيين الخارطة الدينية لتبيّن مدى التنوع الديني في تونس وتوظيف ذلك كعنصر من عناصر الإثارة ولا كتهديد للمجتمع.

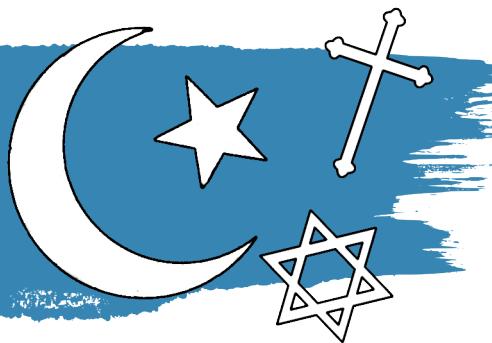
2

الانطلاق في تنقيح التشريعات المتناقضة والفضفاضة فيما يتعلق بحرية الضمير وتوطيد معنى الحرية الدينية في هذا الاتجاه:

3

- تحيين القانون عدد 50 حول التفرقة العنصرية لإدراج التفرقة القائمة على الدين.
- إلغاء مذكرة سنة 1981 المتعلقة بغلق المقاهي والمطاعم خلال شهر رمضان.
- مراجعة شاملة لمجلة الأحوال الشخصية بهدف مزيد إدماج الأقليات الدينية.

حقوق الأقليات الدينية



أ

- .3. عمليات إيقاف بسبب إظهار رموز وطقوس دينية مختلفة (تمييز مزدوج ضد المرأة).
- .4. تواجه الأقليات الدينية صعوبات في عملية الدفن أساساً لأسباب اجتماعية ودينية مما يحرم الموتى من الدفن اللائق الذي حفظ كرامتهم.

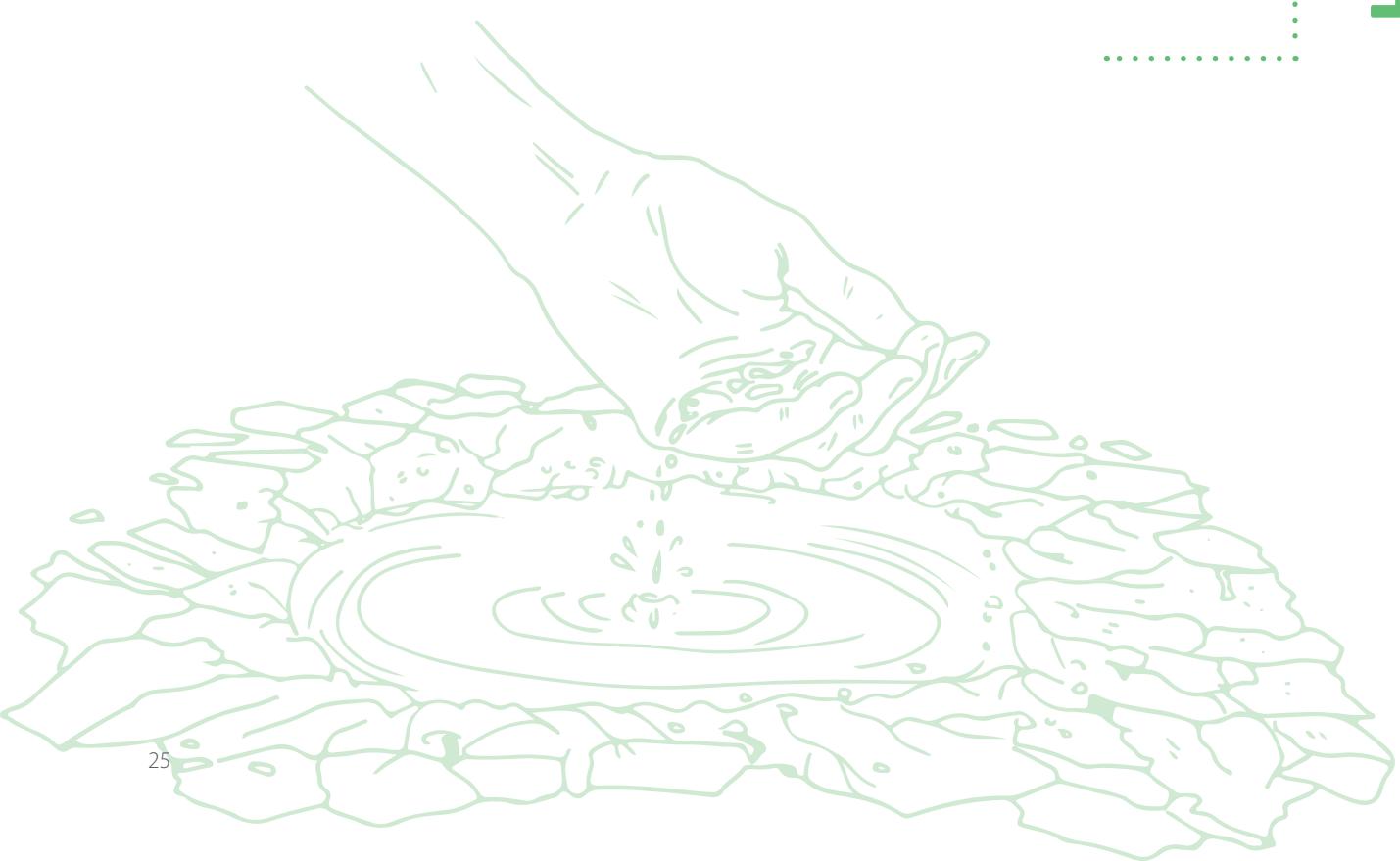
.....

رغم الالتزامات الدستورية والتقلدية الراسخة للدولة التونسية، لا تعرف جميع السلطات ولا سيما تلك المعنية بالمسألة الدينية بالتنوع الديني داخل المجتمع مما أدى إلى حالات متعددة من التمييز على أساس الدين وخطاب الكراهية الجامحة والاعتداء على الأقليات الدينية:

- .1. الدعاة الإسلاميون الذين يطالبون بقتل اليهود والمسيحيين والشيعة، متهمين إياهم بأنهم عملاء لدول أجنبية .
- .2. أصبح مجلس نواب الشعب، في دورته البرلمانية الجديدة لسنة 2019، مصدراً للدعاية للكراهية والتحريض على العنف.

ال Recommendations

- 1 تجميع كافة النصوص القانونية المتعلقة بحماية البيئة في مجلة واحدة.
- 2 تخصيص الموارد والترفيع في قيمتها لفائدة المؤسسات والسلطات المحلية لضمان التدخلات السريعة عند حدوث مشاكل بيئية وضمان لامركزية تلك العمليات.
- 3 تعزيز النصوص القانونية لحماية مناطق معينة (بيئية ولحفظ التراث) وضمان التدخل السريع لهياكل الحكم المحلي في حالة حدوث انتهاكات.
- 4 ضمان الدعم لمنظمات المجتمع المدني التي تعمل في مجال الحقوق البيئية.





حقوق ضحايا المخاطر البيئية

أ

بيد أن الوضع على الميدان ما نفك يتدهور بسرعة
وفيما يلي بعض الأمثلة لبيان ذلك:

ب

.1. لازال مدينة قابس تواجه ارتفاعاً مقلقاً في عدد الإصابة بسرطان الرئة وأمراض الجهاز التنفسى بسبب مجمعات الصناعات الكيميائية التي أقيمت بالقرب من المدينة حيث يوجد المركز الكيميائى الأساسى على بعد 800 متر من المراكز العمرانية

وقد تونس على اتفاقيات دولية متعددة تتعلق بالحقوق البيئية كما اعتمد تشارعات مثل قانون 2 أوت 1988 الذي يضبط الجرائم والاعتداءات البيئية. ويكرّس الفصلان 45 و129 من الدستور التونسي لسنة 2014 الحق في بيئة صحية وفي التنمية المستدامة وحقوق الأجيال القادمة.

.....

.2. أعاد المسؤولون الجهويون في مدينة عقارب فتح مصبات لاستقبال النفايات القادمة من مدينة صفاقس. وقد أثار القرار احتجاجات محلية ضد تلك المصبات التي أثرت سلباً على حياة سكان هذه المنطقة لعقود.

.3. سنة 2020 ، استقبل ميناء سوسة حاوية من النفايات البلاستيكية السامة القادمة من إيطاليا ل تستجيب إلى متطلبات المعايير الدولية في مجال الاتّجار في النفايات وأسفرت هذه القضية عن استقالة وزير البيئة و مجموعة من الموظفين ديوانه.

.....

ال Recommendations

إلغاء الفصل 230 من المجلة الجزائية.

1

منع استخدام الاختبار الشرجي كدليل لتجريم الأشخاص على أساس الفصل 230 من المجلة الجزائية.

2

منع استخدام المعلومات والاتصالات والمراسلات السرية والشخصية كدليل لتجريم الأشخاص على أساس الفصل 230 من المجلة الجزائية.

3

تعريف مصطلحي «الآداب العامة والفحش» الواردتين في الفصلين 226 و 226 مكرر من المجلة الجزائية على نحو يتلاءم مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان.

4



حقوق أفراد مجتمع الميم

أ

إثر استعراضها الدّوري الشّامل لسنة 2017، قبّلت الدولة التونسيّة التّوصيّات المتعلّقة بِالْغَاء ممارسة الفحص الشرجي من إجراءاتها القانونيّة.

.....

ب

صوّتت الدولة التونسيّة سنة 2020 لصالح تجديد ولاية الخبر المستقلّ المعنى بالحماية من العنف والتمييز القائمين على أساس الميل الجنسي والهويّة الجنسيّة وباعتبارها الدولة العربيّة الوحيدة التي تفعل ذلك فهذا يدلّ على عدم التناسق مع استراتيجياتها وتشريعاتها.

.....

ت

يجّرم الفصل 230 من المجلّة الجزائريّة العلاقات الجنسيّة المثلثيّة وينصّ على عقوبة سجنية تصل مدّتها إلى 3 سنوات.

.....

ث

يتمّ توظيف فصول أخرى مثل الفصل 226 مكرّر من المجلّة الجزائريّة لاضطهاد مجتمع الميم والمتحولين جنسياً على وجه الخصوص.

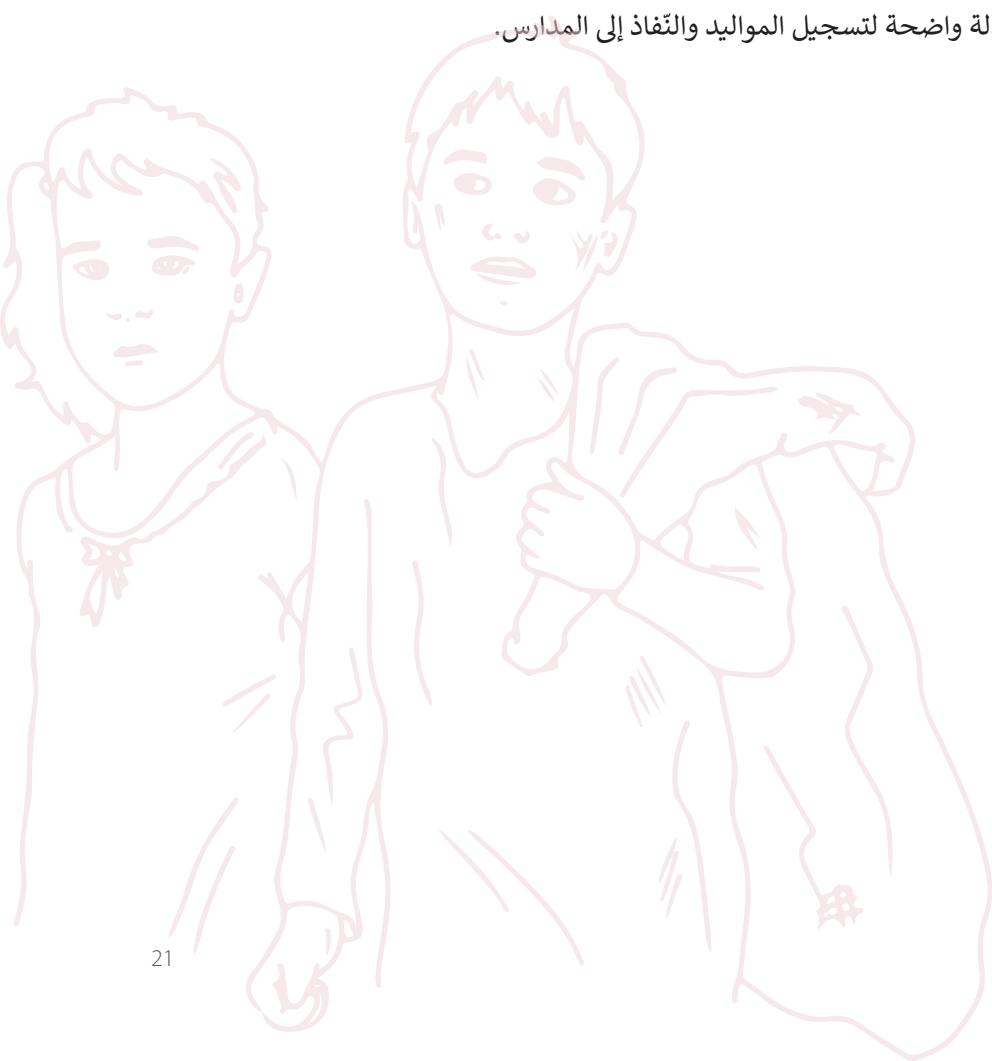
.....

١. بيد أنّ، مازالت ممارسة الاختبار الشرجي مستمرة على الميدان. بين 2017 و 2021، تم ايقاف 206 شخصا من مجتمع الميم بناء على الفصل 230 من المجلّة الجزائريّة كما يتواصل ارتفاع نسق عمليّات استهداف الأشخاص المثليّين والتّمييز ضدهم.
٢. ينذر العنف الاجتماعي والاقتصادي ضد مجتمع الميم بالخطر خاصّة بالنسبة إلى المثليّين الذين ما زالوا يعيشون أوضاعا هشّة.
٣. لا توجد حتّى الآن قوانين تمنح الحماية وتوفّر إطارا قانونيا واضحا للأشخاص مزدوجي الجنس مما يجعل الاعتراف بهم اجتماعيا مستحيلا.
٤. ما زال الرّضُّع مزدوجو الجنس يخضعون إلى عمليّات جراحّية دون موافقتهم ودون حاجة طبيّة للعملية.
٥. ما زال الأشخاص مزدوجو الجنس غير ممثلين داخل الحركات الحقوقية في المجتمع المدني وما زالوا عرضة للتّمييز القانوني والطبي والاجتماعي والاقتصادي.

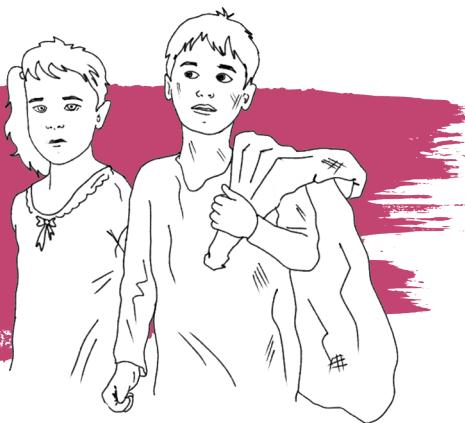
.....

ال Recommendations

- 1 إدراج وضع القصر غير المصحوبين في الإطار القانوني وتحسين رعايتهم وحمايتهم.
- 2 إدراج القصر الأجانب في جميع أبعاد نظام رعاية الطفولة وبرامج الإدماج والمساعدة الاجتماعية.
- 3 إعداد أدلة واضحة لتسجيل المواليد والتغذى إلى المدارس.



حقوق الطفل



أ

إثر استعراضها الدّوري الشّامل لسنة 2017، التزمت تونس بمضاعفة جهودها لوضع قوانين واستراتيجيات لتعزيز وحماية حقوق الطفل وقد جاء في الفصل 47 من الدستور التونسي أنه على الدولة توفير جميع أنواع الحماية لكل الأطفال دون تمييز ووفق المصالح الفضلى للطفل وهو مجال تنظمه مجلة حماية الطفل.

.....

ب

رغم الالتزام الدستوري والتقليدي الراسخ ما زال الواقع التونسي فيما يتعلق بحماية الأطفال، بما في ذلك الأقليات الأجنبية (لا يزال وضع الأطفال الأجانب ينضمّم القانون العام المتعلق بوضع الأجانب) يشهد أوجه القصور التالية:

- .1 غياب الإحصائيات الرسمية.
- .2 فشل آلية رعاية القصر غير المصحوبين بذويهم.
- .3 عدم التناسق في الإجراءات التشغيلية الموحدة لحماية الأطفال.

.....

ال Recommendations

- 1 المصادقة على الاتفاقية الدولية لمنظمة العمل الدولية لحماية حقوق العمال المهاجرين وأسرهم (127.1-11) وضمان حياة كريمة لهم.
- 2 التّسريع في اعتماد مشروع قانون اللجوء مع إشراك منظمات المجتمع المدني في الاستشارات.
- 3 اعتماد استراتيجية وطنية للهجرة تكون أكثر شمولية.
- 4 إرساء آلية لحماية ومساعدة الأشخاص الذين تم إنقاذهم عرض البحر وعلى الحدود طبقاً للمعايير الدولية لحقوق الإنسان وتأمين سلامتهم داخل التّراب التونسي.
- 5 إعتماد إطار تشريعي ينظم الهجرة وينصّ على آليات وسبل لتسوية الأوضاع ومنح تصاريح إقامة وإلغاء العقوبات في إجراءات العودة.

حقوق اللاجئين والمهاجرين وضحايا الاتجار في البشر وطالبي اللجوء



أ

- ب
- يبدأنّ واقع حقوق هذه الفئة ما زالت تثير القلق:
- .1 مازالت الاستراتيجية الوطنية للهجرة التي تشير إلى اعتماد قانون يتعلّق باللجوء غير مفعّلة إلى حدّ الآن.
 - .2 ظلّ مشروع القانون المتعلّق باللجوء معلّق إلى حدّ تجميد البرلمان في جويلية 2021 كما لم يطلب من أيّ خبير من المجتمع المدني المساهمة في صياغة مشروع القانون .
 - .3 تضطّلّع منظمات المجتمع المدني والمنظّمات غير الحكومية بمسؤوليّة المساعدة الاجتماعيّة والاقتصاديّة وحماية طالبي اللجوء في تونس رغم الالتزام الدولي للدولة التونسيّة في هذا المجال.
 - .4 مازال اللاجئون وطالبو اللجوء يتعرّضون للإيقاف والاحتجاز والترحيل على غرار اللاجيجزائري س.ب.

إثر استعراضها الدّوري الشّامل لسنة 2017، التزمت تونس بتعزيز آليّات المتابعة وتحديد هويّة المهاجرين ومساعدة من هم في وضع هشّ على الحدود بما في ذلك القصر وطالبي اللجوء وضحايا الاتّجار في البشر. علاوة على ذلك، ينصّ الفصل 26 من الدستور التونسي على أن الحق في اللجوء السياسي محمّون طبقاً لما يضيّبه القانون وبالتالي يمنع ترحيل طالبي اللجوء السياسي.

.....

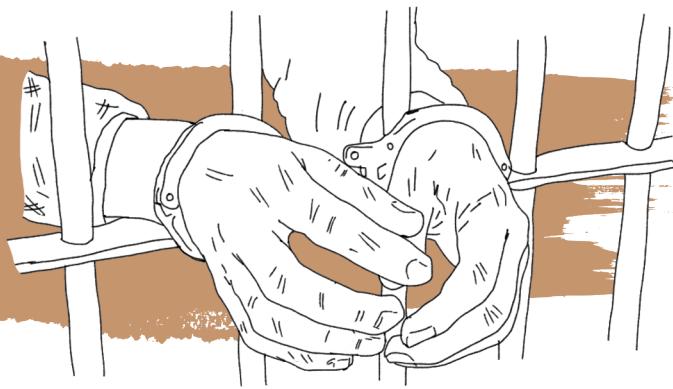
الإنصاف

3:

- 1 التطبيق الصارم للضمانات الأساسية التي يكفلها القانون للموقوفين.
- 2 الالتزام بالمعايير والاشتراطات المتعلقة بظروف الاحتجاز وحقوق المسجونين.
- 3 تدريب أعوان الأمن في مجال « الأمن الدّيناميكي واحترام حقوق السّجناء».
- 4 الفراغ دون تأخير من عملية التجديد النصفي لأعضاء الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.
- 5 تمتين الاستقلالية الإدارية والمالية للهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب.
- 6 التّسريع في عملية نشر النصوص التطبيقية للقانون عدد 43 لسنة 2013 في الزائد الرسمي للجمهورية التونسية.

حقوق الأشخاص المحرومين من حرّيتهم

والوضع الراهن للآلية الوطنية
للوقاية من التعذيب (الهيئة
الوطنية للوقاية من التعذيب)



في السياق ذاته، تجدر الإشارة إلى أن الضمانات الأساسية المنصوص عليها في القانون عدد 5 لسنة 2016 غير محترمة عموماً وأن الاستنطاق القسري إثر إيقاف المشتبه فيه وخلال إيقافه تحفظياً لا يزال مستمراً كممارسة شائعة في تحقيقات الشرطة. إضافة إلى ذلك وبسبب تزايد عنف الشرطة ضد المتظاهرين المسلمين في الفضاءات العامة انطلقت الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب في رصد وتوثيق انتهاكات حقوق الإنسان خلال المظاهرات وفي فحص ظروف الإيقاف التحفظي. كما تقوم الهيئة بزيارات للأشخاص الخاضعين للإقامة الجبرية مع ارتفاع نسق القيود التعسفية على الحريات من قبل وزارة الداخلية منذ أن أعلن رئيس الجمهورية العمل بالتدابير الاستثنائية بتاريخ 25 جويلية 2021.

ت

إثر الاستعراض الدّوري الشّامل لسنة 2017 تم توجيهه توصية لتونس «بتعزيز استقلالية الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب وغيره من أشكال سوء المعاملة بما في ذلك عبر تمكينها من ميزانية مستقلة وملائمة» لتتمكن من الممارسة الكاملة لمهامها المتمثلة في مراقبة ظروف الاحتجاز ونوعية معاملة السجناء في جميع أماكن الاحتجاز مثل مراكز الإيقاف التحفظي والسجون ومراكز إعادة تأهيل الأحداث الجانحين ومراكز إيواء أو مراقبة القاصرين ومؤسسات رعاية الصحة النفسية ومراكز إيواء اللاجئين وطالبي اللجوء و مراكز المهاجرين ومراكز الاحتفاظ ومناطق العبور في المطارات والموانئ و مراكز التأديب والوسائل المستخدمة لنقل الأشخاص المحرومين من حرّيتهم.

أ

في هذا السياق تتعرّض الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب، وهي الآلية الوطنية للوقاية من التعذيب التي تم إنشاؤها بموجب البروتوكول الاختياري لاتفاقية الأمم المتحدة لمناهضة التعذيب، إلى تهديد في كيانها حيث تنتهي ولاية النصف الثاني من أعضاء الهيئة بتاريخ 4 ماي 2022 بينما لا يرجح أن يتم تجديد تكليف الأعضاء الحاليين بسبب تعليق أعمال البرلمان. إضافة إلى ذلك وإثر تجديد النصف الأول (8 أعضاء) من أعضاء الهيئة بموجب سحب القرعة الذي تم يوم 3 ماي 2019 لم يتمكن الأعضاء المنتخبين من طرف البرلمان في جوان 2021 من أداء القسم ولا من تولي مهامهم ولم يسع الأعضاء «القدامى» المدعوين إلى مغادرة الهيئة سوى التمديد في ولاليتهم بحكم الواقع.

ث

رغم مصادقة تونس على اتفاقية مناهضة التعذيب منذ سنة 1988 ثم على البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب سنة 2011 وأنشأت آليتها الوقائية الوطنية، الأولى من نوعها في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا، سنة 2013 بموجب القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013، مازلنا نشهد مقاومة واضحة للتغيير ضمن أعوان الأمن والموظفين المسؤولين على مراقبة المحتجزين بشكل عام. ونحن نعتقد أن هذا الموقف الذي يعتمد على عقلية أمنية ثابتة موروثة من زمن الاستبداد يعزى إلى عدم الوعي بمخاطر التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة.

ب

.....

الإجراءات

3 :

1

تكيف قانون سنة 2005 مع اتفاقية 2008 خاصة من خلال تحويل تعريف الإعاقة.

2

مراجعة النظام القانوني لبطاقة الإعاقة بهدف توفيرها لجميع الأشخاص ذوي الإعاقة.

3

إرساء آليات لتطبيق الأمر عدد 1467 لسنة 2006 مؤرخ في 30 ماي 2006 المتعلق بضبط
المواصفات التقنية الخاصة بتيسير نفاذ الأشخاص ذوي الإعاقة للفضاءات المفتوحة
للعموم.

4

إعداد خطة لمندوبية حماية الأشخاص ذوي الإعاقة لضمان حمايتهم ضد العنف والتحرش
وشكّ أنواع الاستغلال ولمتابعة حالتهم.

الأشخاص ذوي الإعاقة



ما زالت محدودية نفاذ الأشخاص من ذوي الإعاقة الحركية إلى الفضاءات العمومية ونفاذ الأشخاص من ذوي الإعاقة البصرية والسمعية إلى المعلومة تشكل أهم عائق يحول دون «اندماجهم التام في المجتمع».

ت

التزام تونس تجاه الأشخاص ذوي الإعاقة محدود للغاية حيث ما زالت تونس تفتقد إلى بيانات موثوقة عن عدد الأشخاص ذوي الإعاقة أو إحصاءات عن توزيعهم حسب المناطق الجغرافية أو حسب طبيعة إعاقتهم (البيانات القائمة على بطاقة الإعاقة ليست كافية بما أن جميع ذوات و ذوي الإعاقة ليس لهم الحق بالضرورة في البطاقة).

أ

بيّنت أزمة كوفيد أكثر من ايّ وقت مضى نقص التدابير الخصوصية في مجال الرعاية والاتصال التي تستجيب إلى احتياجات مختلف أصناف الاعاقات.

.....

ث

القانون التوجيهي عدد 83 لسنة 2005 المؤرّخ في 15 أوت 2005 المتعلّق بالنهوض بالأشخاص ذوي الإعاقة وحمايتهم ليس مطابقا للدستور وللمواضيق الدوليّة بشأن حقوق الأشخاص ذوي الإعاقة فهو لا يكرّس مقاربة تقوم على حقوق الإنسان ولا يأخذ بعين الاعتبار وبشكل واضح خصوصيات الأطفال والنساء والفتيات من ذوي وذوات الإعاقة.

ب

.....

.....



I. جعل النّفاذ إلى الخدمات الصحية أكثر إنصافاً

- 1 توسيع نطاق تغطية التأمين الصحي ليشمل مليوني شخص غير مشمولين (عاطلون عن العمل ومسنون وشباب ومهاجرون).
- 2 إعداد خارطة صحية استشارافية تسمح بتأمين خدمات القرب وبسد الشغور على مستوى طب الاختصاص في المستشفيات الجهوية
- 3 تحسين تمويل الهياكل الصحية العمومية عبر التّرفيع بنسبة 0,5% سنوياً في حصة وزارة الصحة من ميزانية الدولة حتى بلوغ نسبة 8% سنة 2025 وضبط جدول لخلاص ديون الصندوق الوطني للتأمين على المرض لدى المستشفيات والصيدلية المركزية.
- 4 تحديث الإدارة ورقمنة كافة الأنشطة الصحية مع إرساء آليات للمساءلة.

II. إدراج الصحة الجنسية والإنجابية ضمن أولويات الأجندة الوطنية

- 1 إعداد خطة وطنية مع مؤشرات واضحة لخدمات الرعاية الصحية في الصفت الأولى ودعمها بالموارد المالية الملائمة.
- 2 ضمان توفر كافة وسائل منع الحمل بما في ذلك وسائل منع الحمل في الحالات الطارئة والواقي الذكري في الصيدليات داخل الهياكل العمومية والخاصة.
- 3 ضمان توفر خدمات الإجهاض الدّوائي في الوحدات/المصحات الخاصة المختصة في طب النساء.
- 4 ضمان استمرارية الخدمات في هياكل رعاية النساء ضحايا العنف وتعزيز تلك الخدمات.

III. العناية بالمصابين بفيروس نقص المناعة البشرية

- 1 القضاء على كافة أشكال التمييز والوصم ضد المصابين بفيروس نقص المناعة البشرية في القانون وفي الممارسة بما في ذلك على مستوى خدمات الرعاية الصحية.
- 2 ضمان الإمداد المستمر بمضادات الفيروسات القهقرية بما في ذلك تلك الخاصة بطب الأطفال.
- 3 ضمان الأمن الغذائي للأشخاص المصابين بفيروس نقص المناعة البشرية.
- 4 تكييف قانون الأمراض المعدية لسنة 1992 مع مقاربة حقوق الإنسان.



الحق في الصحة

(بما في ذلك المصابين بفيروس نقص المناعة البشرية)

يعيش المصابون بفيروس نقص المناعة البشرية تميزا اجتماعيا وإداريا خطيرا خاصة في المستشفيات ولا يمكن لغير التونسيين النّفاذ الآلي والمُجاني للعلاج وللرعاية في مؤسسات الصحة العمومية.

.....

ت

منذ سنة 2017، تفاقمت أوجه عدم المساواة الاجتماعية والجهوية على مستوى النّفاذ إلى الصحة¹⁵ وقد أدّى ضعف تمويل الهيأك العموميّة إلى تردي جودة خدمات الصحة العموميّة حيث تحتل تونس المرتبة 91 عالمياً (من أصل 156 دولة) في ترتيب الدول على مستوى النّفاذ إلى الصحة والبقاء على قيد الحياة¹⁶ والأرقام في هذا المجال مفرغة حيث يبلغ معدل الوفيات عند الولادة 11.5 في الألف ولا توجد في تونس سنة 2019¹⁷ سوى 28 آلة لتصوير التّدبي بالأشعة وزادت الأزمة الصحيّة الثانية عن كوفيد-19 في تعكير الوضع.

أ

تفاقم تدهور أداء البرنامج الوطني للصحة الإنجابية منذ سنوات¹⁸، وذلك بسبب أزمة كوفيد-19: بعد أن بدأ في التّراجع منذ سنة 2018، ازداد تراجع استخدام وسائل منع الحمل حيث تقهقر عدد المنتفعين من وسائل منع الحمل بـ 70969 شخصاً في 8 سنوات (من 439549 سنة 2011 إلى 368580 سنة 2019)¹⁹ و تصل نسبة النساء بين 15 و 49 سنة اللاتي لا تستعملن أي وسيلة من وسائل التنظيم العائلي إلى 49.3%²⁰. يضاف إلى ذلك عدم توفر وسائل منع الحمل الآمنة والفعالة مثل اللولب (جهاز داخل الرّحم) ونقص مخزون حبوب منع الحمل وحبوب اليوم التالي و الواقي الذّكري ومنتجات الإجهاض الدّوائي²¹ ومن المثير للقلق أيضاً أن نلاحظ ارتفاع نسبة رفض الإجهاض في المؤسسات الصحيّة العموميّة والخاصّة²².

ب

17 وزارة الصحة، الخارطة الصحية 2019، أبريل 2021، ص 19 و 62

<http://www.santetunisie.rns.tn/images/statdep/Carte-sanitaire-2019-finale.pdf>.

18 التّوصيتان 120 و 125 و 121، الاستعراض الدّوري الشامل 2017

19 الدّيوان الوطني للأسرة والعمان البشري، وسائل منع الحمل المستعملة، تحديث، 16 مارس 2021، <http://www.ins.tn/statistiques/124>

20 المعهد الوطني للإحصاء، الدراسات الاستقصائية العنقودية متعددة المؤشرات، 2018، http://ins.tn/sites/default/files/2021-03/Family%20planning-snap-A4_0.pdf.

21 ملاحظة مجموعة توحيدة بن الشيخ والجمعية التونسية للصحة الانجابية والجمعية التونسية للتمييز الاجياني

22 نفس المصدر

15 كما تم إدراج قطاع الصحة ضمن القطاعات الثلاثة الأولى المعنية بالفساد الصّغير بعد قوات الأمن وقبل الجماعات المحليّة

16 المنتدى الاقتصادي العالمي، تقرير حول الفجوة العالمية بين الجنسين، ص.375، http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2021.pdf

النّسَاءُ

- 1 اعتماد سياسة عمومية تهدف إلى بناء المزيد من مراكز الإيواء لفائدة النساء ضحايا العنف.
- 2 اعتماد قانون أساسي يتعلق بتطبيق اتفاقية إسطنبول.
- 3 اعتماد سياسة اقتصادية تهدف إلى تحسين المناخ الاقتصادي في تونس سعياً إلى دعم نفاذ النساء إلى العمل وإلى المناصب العليا وتمتين استقلاليتهنّ الاقتصادية وتيسير نفاذهنّ للقروض المخصصة لبعث مشاريع ومؤسسات.
- 4 دعم مشاركة المرأة في هيأكل الاقتصاد الاجتماعي والتضامني.
- 5 اعتماد نظام انتخابي يضمن التناصف الأفقي والعمودي لضمان حضور هام للمرأة في مختلف الهيئات المنتخبة.
- 6 الحث على تعين النساء على رأس الهيأكل الإدارية وفي الوظائف العليا.
- 7 تكريس التشريع المعترف بالمساواة بين الجنسين عبر منع الممارسات التمييزية إزاء المرأة في الوسط التربوي (ارتداء الميدعة).
- 8 اعتماد تشريع يحمي العاملات الفلاحيات ضد كافة أشكال الاستغلال والجحيف في عملهنّ وذلك من خلال إجبار المشغلين على دفع أجر متساوي للعامل والعاملة مع فرض عقوبات على المخالفين.
- 9 اعتماد تدابير ملموسة لإنفاذ القانون عدد 51 لسنة 2019 مؤرخ في 11 جوان 2019 المتعلق بنقل العاملات الفلاحيات.

.**1** للرجال.⁸ وبلغ معدل شغل النساء للمناصب العليا 14.8 % مقابل 85.2% للرجال⁹ كما بين مؤشر ماستركارد لرائدات الأعمال أنّ نسبة امتلاك النساء للمؤسسات سنة 2019 لم تتجاوز 10.9%.¹⁰

.**2** في علاقة بظروف تشغيل المرأة، اعتمدت تونس القانون عدد 51 مؤرخ في 11 جوان 2019 المتعلق بإحداث صنف «نقل العمالة الفلاحية» وذلك سعيا إلى تأمين السلامة الجسدية للعاملات في المناطق الريفية ضد حوادث الطّرقات القاتلة لكنّ هذا القانون يواجه صعوبات على مستوى الإنفاذ.

.....

العنف السياسي والعرقي دون المشاركة¹¹

.**1** رغم تسمية امرأة (السيدة نجلاء بودن) على رأس الحكومة فالتقى على مستوى المشاركة السياسية للمرأة ما زال دون المأمول حيث تحتلّ تونس في هذا المجال المرتبة 69 عالمياً.¹² كانت نسبة الحضور النسائي في البرلمان المحمد حالياً تساوي 26.3 % وقد ظلت مشاركة المرأة في الحكومات المتعاقبة ضعيفة: 6 نساء مقابل 24 رجلاً في حكومة الياس الفخفاخ و 8 نساء مقابل 28 رجلاً في حكومة هشام المشيشي ثمّ اقتصر الرقم على 4 نساء بعد التحويل¹³ و 10 نساء مقابل 16 رجلاً في حكومة نجلاء بودن.¹⁴

.....

10 البورصة، 22 نوفمبر 2019،
http://www.ilboursa.com/marches/seulement-10-9-des-chefs-d-entreprise-en-tunisie-sont-des-femmes_1975_3.

11 التوصيات عدد 125.168 , 125.44 , 125.172 و 125.170

12 المنتدى الاقتصادي العالمي، تقرير حول الفجوة العالمية بين الجنسين، ص. 375.

13 أصوات نساء، 7 سبتمبر 2021،
<http://www.youtube.com/watch?v=rUzPeRb7LEc>

14 أصوات نساء، المقياس الجندرى لقيس سعيد، ديسمبر 2021،
http://www.aswatnissa.org/wp-content/uploads/2021/12/web_Brochure_RapportComplet_21cmx25cm_Kais-Saied_GenderMeter-1.pdf.



حقوق المرأة

القضاء على العنف ضد المرأة عموماً⁴

1. رغم اعتماد القانون عدد 58 لسنة 2017 يتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة هنالك صعوبة في اعتماد سياسات عمومية جوهريّة لضمان تطبيق هذا النص القانوني.
2. من جانب آخر، صادقت تونس على بروتوكول الميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب بشأن حقوق المرأة في أفريقيا (بروتوكول مابوتو) وانضمت إلى اتفاقية مجلس أوروبا لمنع ومكافحة العنف ضد المرأة والعنف المنزلي (اتفاقية استنبول)⁵ ومع ذلك لم تعتمد الدولة أي إجراء تشريعى لتنفيذ اتفاقية استنبول.
3. أما بالنسبة إلى العنف الاقتصادي⁶، فمن المفزع أن ندرك أنّ تونس تحتل المرتبة 144 (من أصل 156 دولة) من حيث المشاركة الاقتصادية والفرص الممنوحة للمرأة حيث إن 28.1 % فقط من القوة العاملة النسائية تعمل بالفعل مقابل 75.5% للرجال⁷ وقد بلغت نسبة البطالة لخريجي الجامعات في الثلاثي الثالث من سنة 2020 ، 40.7 % للنساء مقابل 17.6 %

المساواة بين الرجل والمرأة

أ

1. يوم 8 سبتمبر 2017 إلغاء مذكرة 1973 التي تمنع زواج التونسية بغير المسلم.
2. اعتماد وزارة التربية للمذكرة 1/8 بتاريخ 23 جانفي 2018 تمنع عدم الاختلاط في المدرسة.
3. يوم 11 جوان 2019 تم اعتماد القانون عدد 51 لحماية العاملات الفلاحيات على مستوى النقل.
4. بيد أن أوجه عدم المساواة ما زالت متواصلة: عدم المساواة في الميراث المدرج في الفصل 143 من مجلة الأحوال الشخصية وفرض ارتداء الميدعة على الإناث دون الذكور¹ في المدارس الابتدائية والمعاهد الثانوية والوضع غير الرسمي للعاملات الفلاحيات في الأوساط الزيفية وتعرضهن لشتي أشكال الاستغلال وانعدام الأمان المادي والمعنوي² رغم اعتماد القانون عدد 51 لسنة 2019 مؤرخ في 11 جوان 2019، والعودة إلى عدم الاختلاط في بعض المدارس خاصة منها المدارس القرآنية³.

.....

4 التوصيات عدد 125.150 , 125.148 , 125.140 و 125.163 , 125.160 , 125.158

5 القانون الأساسي عدد 33 لسنة 2018 مؤرخ في 6 جوان 2018

6 التوصيات عدد 125.167 , 125.137 , 125.107

7 المنتدى الاقتصادي العالمي، تقرير حول الفجوة العالمية بين الجنسين، ص. 375.

1 ف. رونان تريزوريار مع وكالة الأنباء الفرنسية، «تونس: تلميذات المعاهد الثانوية تثمن ضد « التمييز » عبر الريّ المدرسي، 27 ديسمبر 2017 Le Parisien، 27 ديسمبر 2017، ياسمين عكريمي، «بنزرت: ماذا عن ثورة تلميذات المعاهد الثانوية دون ميدعة؟»، نواة، 24 أكتوبر 2017

2 دجوي نادية، «الاتحاد التونسي للفلاحة والصيد البحري، محدودية الانخراط في القرارات المتعلقة بنقل العاملات الفلاحيات»، L'économiste maghrébin، 3 نوفمبر 2022.

3 الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات، «العودة إلى عدم الاختلاط في المدرسة: التط ama;f المفترضي»، 1 جوان 2019



I. حرية التجمع وتكوين الجمعيات

- 1 حماية حرية التجمع طبقاً للمعايير الدولية.
- 2 التمسك بالمرسوم 88 بوصفه القانون الرئيسي الذي ينظم الجمعيات.
- 3 الامتناع عن مراجعة القوانين المنظمة للحقوق والحریات خلال الفترة الاستثنائية في غياب المحكمة الدستورية وأي آليات أخرى للطعن في القوانين (الوضع التونسي منذ شهر جويلية 2021) على غرار مشروع القانون عدد 25 لسنة 2015 المتعلق بزجر الاعتداء على القوات المسلحة ومشروع القانون الأساسي عدد 91 لسنة 2018 المتعلق بتنظيم حالة الطوارئ.

II. حماية المعطيات الشخصية

- 1 الاعتماد السريع وفي غياب المشروع المطروح على البرلمان لقانون ينفع القانون الأساسي لسنة 2004 حول الجوانب غير المطابقة لاتفاقية 108 أو بروتوكولها التعديلي 233 (+ 108) حيث ستمكن مراجعة الإطار الوطني تونس من الفراغ من انخراطها في البروتوكول 233.

- 2 إدراج الجوانب المتصلة بحماية المعطيات الشخصية في البرنامج التعليمي وأساساً على المستوى الجامعي وخاصة في التدريبات في مجال الصحة والاعلامية والقضاء (المعهد الأعلى للقضاء) وتدريب المحامين أو في إطار المرحلة العليا للمدرسة الوطنية للإدارة.

- 3 اعتماد تدريب متخصص على مستوى شهادة الماجستير لتنمية الكفاءات الضرورية لوظيفة المكلف الداخلي بالحماية.

- 4 توفير الموارد البشرية والمادية الضرورية للهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية مما يمكنها من الاضطلاع بمهام الرقابة وتنمية ثقافة الحماية.

III. النّفاذ إلى المعلومة

- 1 التّسريع في مسار إصدار ونشر الأوامر التطبيقية للقانون عدد 22 لسنة 2016 في الزائد الرسمي للجمهورية التونسية حيث تكتسي هذه التصوص التنظيمية التي نصّ عليها القانون المذكور أهمية قصوى لاستدامة هيئة النّفاذ للمعلومة.

- 2 التّدريب المستمر في مجال النّفاذ إلى المعلومة للمكلفين بالتفاذ للمعلومة المعينين في هذه الخطة كما نصّ عليه الفصل 32 من القانون عدد 22 لسنة 2016 إذ تكتسي خطتهم أهمية خاصة باعتبار أنّهم يشكلون نقطة وصل مع الهيئة لدى الهياكل العمومية التي يعملون فيها.

- 3 الفراغ بسرعة من عملية انتخاب رئيس الهيئة (خطوة شاغرة إلى حد الان من بدأ شهر مارس 2020) وتجديد نصف أعضاء مجلس الهيئة كما ينصّ عليه الفصل 45 من القانون الأساسي عدد 22 لسنة 2016).

- 4 تمكين الاستقلالية الإدارية والمالية لهيئة النّفاذ للمعلومة.

والمحكمة الدستورية ومحكمة المحاسبات) وعلى نطاق أوسع الهيئات الدستورية والهيئات العمومية المستقلة. بالنسبة إلى الهيئة المكلفة بالشهر على احترام حق النّفاذ إلى المعلومة في تونس فهي الهيئة الوطنية للنّفاذ إلى المعلومة التي كلفها القانون بهذه المهمة. هيئة النّفاذ إلى المعلومة هي هيئة عمومية مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلالية المالية تم إحداثها بمقتضى القانون الأساسي عدد 22 لسنة 2016 المؤرخ في 24 مارس 2016 والمتعلق بالحق في النّفاذ إلى المعلومة لضمان ممارسة هذا الحق الدستوري. لهذا الغرض، تضطلع الهيئة بمهمة قضائية ورقابية في مجال النّفاذ إلى المعلومة وتتألّف من مجلس يترّكب من 9 أعضاء انتخبهم مجلس نواب الشعب يوم 18 جويلية 2017 وتمّت تسميتهم بموجب الأمر الحكومي عدد 918 لسنة 2017 مؤرخ في 17 أوت 2017.

.....

في تونس، تم تكريس حق النّفاذ إلى المعلومة أولاً بموجب المرسوم عدد 41 لسنة 2011 مؤرخ في 26 ماي/مايو 2011 حول النّفاذ إلى الوثائق الإدارية للهيئات العمومية حيث ينص الفصل 3 منه على ما يلي: « لكل شخص طبيعي أو معنوي الحق في النّفاذ إلى الوثائق الإدارية (...) سواء كان ذلك بإفشاءها بمبادرة من الهيكل العمومي أو عند الطلب من الشخص المعنى مع مراعاة الاستثناءات المنصوص عليها بهذا المرسوم». ثم تم تكريس الحق في النّفاذ إلى المعلومة كحق أساسي (دستوري) بموجب الفصل 32 من دستور سنة 2014 الذي ينص على ما يلي: « تضمن الدولة الحق في الإعلام والحق في النّفاذ إلى المعلومة » وتم تفعيل الحق المذكور عبر القانون الأساسي عدد 22 لسنة 2016 مؤرخ في 24 مارس 2016 يتعلق بحق النّفاذ إلى المعلومة الذي دخل حيّز النّفاذ بتاريخ 29 مارس 2017 حيث يذكر نص القانون الأساسي في فصله الأول أنّ القانون يهدف إلى تعزيز مبدأ الشفافية والمساءلة و خاصة فيما يتعلق بالتصريف في المرفق العام و تحسين جودة المرفق العمومي ودعم الثقة في الهيئات العمومية ودعم مشاركة العموم في وضع السياسات العمومية ومتابعة تفويتها وتقييمها وأخيرا إلى دعم البحث العلمي. يشمل الحق في النّفاذ إلى المعلومة أيضا مجالا واسعا جدا حيث لا يقتصر على الإدارة العمومية بل يغطي كذلك رئاسة الجمهورية ورئاسة الحكومة ومجلس نواب الشعب والوزارات المختلفة وحتى البنك المركزي وهيئات القانون الخاص المكلفة بإدارة مرفق عمومي أو تلك المنتفعه من المال العام والهيئات القضائية (المجلس الأعلى للقضاء

أما فيما يتعلق بالحقوق المدنية والسياسية فقد شهدت تقهقر واضحا خلال السنوات الأخيرة كما تم تسجيل انتهاكات جسيمة لهذه الحقوق خلال التظاهرات في أواخر سنة 2020 وأوائل سنة 2021. وقد رصدت الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان في هذا الصدد ما يلي:

- .1 إيقاف 1680 فردا من شباب الأحياء الشعبية.
- .2 التّبليغ عن 77 حالة إيقاف وتفتيش أو اختطاف.
- .3 إيقاف 126 طفلا قاصرا والاعتداء عليهم وتعذيبهم.
- .4 حالات إيقاف دون إذن قضائي.
- .5 وفاة عبد السلام زيان الذي تم إيقافه مع أخيه بسبب عدم احترام حظر الجولان وقد تم منع تلقي الموقوف حقنة الأنسولين التي جلبتها أسرته مما سبب في وفاته تحت مفعول ارتفاع نسبة السكر في الدم حسب تقرير الطبيب الشرعي.
- .6 تعذيب مواطن في سليانة.
- .7 قتل مواطن من مدينة القصرين يدعى هيكل راشيدي بعد تعرضه للاعتداء بقذيفة غاز مسيل للدموع علقت في ججمته.
- .8 كسر ساق أحد الموقوفين في منطقة باب سويقة بينما كان مكبل اليدين.
- .9 استجواب عدد من القصر دون حضور الولي الشرعي والمحامي.

شهدت السنوات الأخيرة ترسخ نهج لؤاد الحرّيات يسعى إلى الحد من الفضاء المتاح للمجتمع المدني على المستويين التشريعي والعملي حيث شددت وزارة الداخلية في الإجراءات المعتمدة إزاء موظفي وأعضاء الجمعيات تخصّ التّونسيين العاملين لدى الجمعيات عند استخراجهم لبطاقة التعريف الوطنية والأجانب عند محاولة حصولهم على بطاقة الإقامة. وبالإضافة إلى ذلك، فإن مشروع مرسوم يعدل المرسوم عدد 88 لسنة 2011 يتعلق بجريدة تكوين الجمعيات هو حالياً موضوع مشاورات وزارية مع اقصاء تام لمكونات المجتمع المدني من مسار الصياغة والمشاورات. وحتى وإن كان هذا المشروع قد حافظ على نظام التّصريح فهو يعزّز تدخل الإدارة وينحها سلطة تقديريّة تمتدّ من مرحلة الانشاء حتّى مرحلة الحلّ

ويبيّن تحليل مشروع المرسوم طبيعته التعسفية التي تميل إلى تقيد نطاق حرية تكوين الجمعيات وتعزيز آليات الرقابة حتى لا تتمكن منظمات المجتمع المدني من الاضطلاع بمهمتها الأساسية إلا وهي أن تكون سلطة مضادة.

.....

ج

وضعية حماية المعطيات الشخصية غير منتظمة في تونس ومن الواضح أنّنا نشهد انطلاق ترسخ ثقافة الحماية لدى العديد من المتتدخلين.

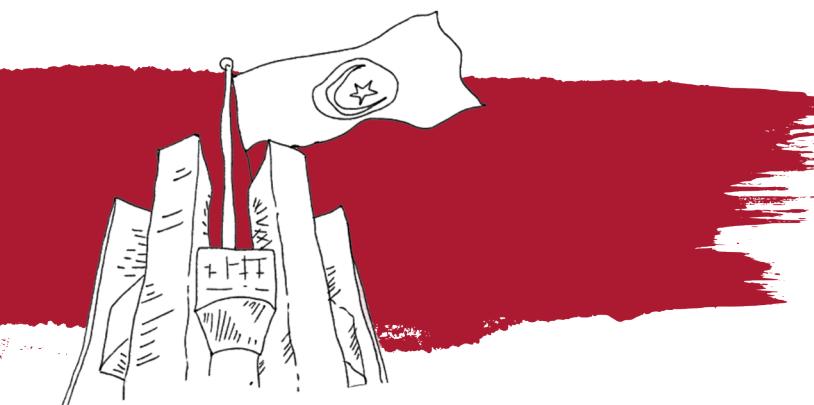
.1 شرعت الهياكل العمومية في إدراج معايير حماية المعطيات في عملها كما نشهد إرساء نظم إعلامية عمومية على غرار منظومة Evax التي يتم إنجازها باعتماد مبدأ حماية المعطيات الشخصية منذ مرحلة التصميم بدعم من الهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية وكذلك بالنسبة إلى معالجة البيانات مثلما تبيّن طلبات الأذون التي تقدمها الهياكل العمومية إلى المحكمة والطلبات المنتظمة لإبداء الرأي بشأن جوانب مختلفة مثل تلك المتعلقة بحماية المعطيات وطلبات التقادم إلى المعلومة. كما بدأت الهياكل القضائية تتفاعل على نحو فعال وإيجابي مع جوانب حماية المعطيات الشخصية حيث أكدت المحكمة في طور الاستئناف القرارات التي اتخذتها الهيئة فيما يتعلق بالتصريف في الملفات المقدّمة إليها.

.2 عادة ما تتطرق وسائل الإعلام السمعي البصري والصحافة المكتوبة والرقمية للمسألة في علاقة باحترام معايير حماية المعطيات الشخصية بمناسبة تناولها للأحداث التي يشهدها المجتمع التونسي.

.3 أمّا بالنسبة إلى المواطنين ورغم إدمانهم على شبكات التواصل الاجتماعي وخاصة منها فيسبوك فقد تزايد وعيهم بحقوقهم في الحفاظ على معطياتهم الشخصية وأصبحوا يرفضون في علاقتهم مع الذّوات المعنوية والطبيعية تقديم بياناتهم الشخصية دون الاطلاع مسبقا على الهدف من معالجة تلك المعطيات وعلى التّدابير المتخذة لحمايتها. ومن جانب آخر يشكّل ارتفاع عدد الشكاوى لدى الهيئة الوطنية لحماية المعطيات الشخصية لانتهاك معايير الحماية مؤشرا هاما لنشأة هذه الثقافة لدى الجهات المعنية.

.....

السياق العام



الدّاهم» الذي يبني للدخول في الوضع الاستثنائي وفيما يتعلّق «بالتّدابير» التي يحقّ للرّئيس اتّخاذها لتأمين الرّجوع إلى الوضع العادي والخروج من الوضع الاستثنائي. في غياب المحكمة الدّستورية التي تضطلع وفقاً للدّستور بدور مراقبة مدى صحة اتّخاذ التّدابير الاستثنائية، يمسك الرّئيس بالسلطة المطلقة ويظلّ التّمديد في الوضع الاستثنائي أو إيقاف العمل به رهيناً لإرادته وحده. ومهما كان التّوصيف القانوني أو السياسي لهذه الفترة فقد شهدت عدداً من أوجه الحيد عن أسس الديموقراطية ودولة القانون أولها تعليق كافة اختصاصات مجلس نواب الشعب ورفع الحصانة البرلمانية عن النّواب التي رافقها في الأمر عدد 117 إلغاء الهيئة الوقية لمراقبة دستورية مشاريع القوانين. ثم جاء إعفاء رئيس الحكومة الذي نال ثقة مجلس نواب الشعب وتركيز السلطة التنفيذية في أيدي الرّئيس وكذلك عمليات التّفتیش غير القانونية للهيئة الوطنية لمكافحة الفساد وحجز وثائقها ووضعها تحت إشراف وزارة الداخلية وأخيراً إلغاء المجلس الأعلى للقضاء واستبداله بمجلس أعلى مؤقت له تركيبة ضعيفة وصلاحيات محدودة وضمانات مسلوبة مما يجعل منه أداة بين أيدي الرّئيس ليتمكن من ممارسة سلطته على القضاء. يفضي تحليل طبيعة هذه «التّدابير» إلى القول بأنّ الفصل 80 لم يعد في حدّ ذاته مطبيقاً. هذا وتتمّتد الرّزنة وخطّة العمل المعلن عندهما من طرف الرّئيس على سنة وستّوّديان إلى إعادة بناء كافة الأسس التي تقوم عليها الدولة حيث سيكون النظام السياسي موضوع استشارة أو حتّى استفتاء وطنيّ ويمكن إلغاء الدّستور ليفسح المجال لمعيار أعلى جديداً. لا يسع هذا الوضع، حتّى وإن دافع البعض على ضرورته السياسية، سوى أن يشكّل خطراً كبيراً على ممارسة الحقوق والحريات وعلى العمل المنتظم للمؤسسات بشكل عام وحقوق وحريات «الفئات الهشة» التي تجد نفسها مهمشة و«مزدرية» وأحياناً حتّى مضطهدة.

في خضم الأزمة الصحية الناجمة عن كوفيد-19، شهد المناخ الاجتماعي والاقتصادي التونسي تدهوراً ملحوظاً حيث تراجع الشعور العام بالاستقرار والأمن إذ لم تكن الدولة التونسية مهيئة على مستوى الحكومة والمؤسسات للتعامل مع تداعيات الوباء على الشعب التونسي كما أنّ المؤسسات الصحّيّة العموميّة تفتقر إلى الموارد البشرية والتّمويل والمعدات لمواجهة مثل هذه الأزمة وتمّ تناقل شهادات بعض المصاين الذين رفضت المستشفيات استقبالهم واضطُرّ الكثيرون إلى اللجوء إلى المؤسسات الصحّيّة الخاصة. تسبّب هذا الوضع في تهميش أولئك الذين لا يستطيعون تحمل تكاليف الرعاية الصحّيّة في القطاع الخاصّ كما أدى إلى تعميق الفجوة بين الفئات المحرّمة اقتصادياً وتلك الممتّعة بالامتيازات. في الأثناء، اعتمدت الحكومة منحة بقيمة 200 دينار تونسي (67,85 دولار) لفائدة الفئات المعوزة وهو مبلغ لم يكن يستطيع في أيّ حال من الأحوال تغطية حاجيات الذين أصبحوا عاطلين عن العمل خلال الأزمة.

.....

بعد انقضاء فترة 30 يوماً، أصدر رئيس الجمهورية الأمر الرّئاسي عدد 109 مؤرّخ في 24 أوت 2021 مدد بموجبه التّدابير الاستثنائية المتعلقة بتعليق أنشطة البرلمان وتلاه بسرعة الأمر الرّئاسي عدد 117 مؤرّخ في 22 سبتمبر 2021 المتعلق بالتّدابير الاستثنائية وتعليق العمل بالدّستور باستثناء «الّوطنة والبابين الأول والثاني منه وجميع الأحكام الدّستورية التي لا تتعارض مع أحكام هذا الأمر الرّئاسي» التي يتواصل العمل بها طبقاً للفصل 20 من الأمر الرّئاسي المذكور. يعتمد الأمران على الفصل 80 من الدّستور ويفسّرانه تفسيراً فضفاضاً فيما يتعلّق «بالخطر

أ

ب





EuroMed Rights
EuroMed Droits
الأورو-متوسطية للحقوق



التقرير الموازي للاستعراض الدوري الشامل
للمجتمع المدني التونسي:

**« حقوق و حرّيات الفئات
الهشة خلال الأزمات الصّحيّة
والسياسيّة »**

أوت 2022